

Economie de l'élevage

DOSSIER ANNUEL

**BOVINS
LAIT**

Année 2013
Perspectives 2014
n°443 - Février 2014



Confédération
Nationale de l'Élevage

CNE

DU REDRESSEMENT DES MARCHÉS AU REBOND DE LA PRODUCTION

PRODUCTION LAITIÈRE
Deux semestres diamétralement opposés

MARCHÉ EUROPÉEN DES PRODUITS LAITIERS
Du fléchissement au rebond

MARCHÉ FRANÇAIS DES PRODUITS LAITIERS
Des débouchés contrastés



LES REVENUS DES EXPLOITATIONS
en hausse dans les exploitations spécialisées et mixtes lait-viande



LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Economie de l'Institut de l'Élevage. Ils traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes, de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage, de perspectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

RÉDACTEURS :

Département Economie de l'Institut de l'Élevage : BOUYSSIERE Sébastien, CHOTTEAU Philippe, LEYON Baptiste, REUILLON Jean-Luc, RUBIN Benoît, YOU Gérard.

Ingénieurs Réseaux d'élevage de l'Institut de l'Élevage : BELOT Pierre-Emmanuel, CAILLAUD Dominique, DESARMENIEN Didier, FAGON Jocelyn, FOURDIN Simon, LAURENT Monique, LE LAN Bernard.

CNIEL : ROUYER Benoît.

CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 3 :

SABATTE Nathalie (CA 73), BERNAT Audrey (CA 01), JULIAC Sébastien (CA 02), GARNIER Jean-Philippe (CA 03), JACQUEMIN Lionel (CA 05), MOUSSU Jean-Philippe (CA 08), VIDAL Jean-Christophe (CA 12), FERRE Pascal (CA 14), FOS Laurence (CA 14), MONTSALLIER Françoise (CA 15), PECHUZAL Yannick (CA 15), VEYSSET Anne-Laure (CA 16), MAUGER Christophe (CA 17), LEROUX Valérie (CA 18), MERLHE Mathieu (CRAB), DÉJEAN Olivier (CA 24), CASSEZ Matthieu (CRAFC 25), GRESSET Fabienne (CRAFC 25), GARNIER Cédric (CA 27), MALVOISIN Yves (CA 27-76), QUEFFELEC André (CRAB), BLACHON Aurélie (CA 31), BAUP Jean-Claude (CA 32), TIRARD Sophie (CRAB), THIOU Pascal (OCL 37), GORON Jean-Philippe (CA 38), COURVOISIER Claire (CRAFC 39), BOURRIER David (CRAFC 39), LAGÉLOUZE Christophe (CA 40), VIVANT Marthe (CA 41), LAPOUTE Jean-Louis (CA 42), TENDILLE Régine (CA 43), HUCHON Jean-Claude (CA 44), SCHATSKINE (CA 45), SCHOEFFEL

Jean-Claude (CA 46), BRUNET Sébastien (CA 47), LOUBAT Patricia (CA 48), BATAIS François (CA 49), SIMONIN Viviane (CA 50), SCHMIT Laurence (CA 50), MOULIN Christian (CA 51), COUEFFE Daniel (CA 52), DAVEAU Bertrand (CA 53), MORIN Charlotte (CA 53), ZSITKO Jean-Marc (CA 54), MESOT Fanny (CA 55), LE LAN Bernard (CRAB 56), ALBERT Marcel (CA 57), RECOPE Christelle (CA 60), DUBOS Virginie (CA 60), JEULIN Thierry (CA 61), VUATTOUX Julia (CA 61), LEBRUN Jean-Marie (CA 59-62), LACOUR Clémentine (CA 63), ROQUEFEUIL Olivier (CA 63), FAURE Laure-Gaëtane (CA 64), BONNECARRERE Laurent (CA 65), GRILLE Bernard (CRAAL 67), PARTHONNEAU Jean-Luc (CRAAL 67), BOUCHARD Véronique (CA 69), PIOCHE Marie-Christine (CRAFC 70), LYAUTEY Claude (CRAFC 70), GAREAU Fabien (CA 72), JUILLET Gérard (CA 73-74), PIVETEAU Jérôme (CA 79), GUILBERT-FEUVRIER Annabelle (CA 80), GABORIAU Laurent (CA 85), MOUILLET Arnaud (CA 86), GEORGEL Rémi (CA 88).

Ce Dossier Economie de l'Élevage a bénéficié du financement du Ministère de l'Agriculture (Casdar), du Fonds National de l'Élevage et de FranceAgriMer



Conception de la maquette : Béta-Pictoris (beta.pictoris@free.fr)
Mise en page et iconographie : Leila Assmann, Marie-Catherine Leclerc
Crédits photos : V. Bouchard/CA 39 - JP Goron/CL38 - Coutausse/Cniel - C. Helsly/Cniel - S. Fraysse/Cniel - Evrenklinbacak/Fotolia Lye/Fotolia - L. Delaby/Inra - C. Maitre/Inra - P. Carvalho/Milkpoint - DR Institut de l'Élevage
Directeur de la publication : Martial Marguet
Imprimé à Imprimerie de la Centrale Lens - N° ISSN 1273-8638 - N° IE 0014501009
Abonnement : 160 € TTC par an : Technipel - Email : technipel@idele.fr - Tél. : 01 40 04 51 71
Vente au numéro : 10 € le téléchargement sur <http://www.idele.fr> - <http://technipel.idele.fr>



Du redressement des marchés au rebond de la production

En 2013, l'ambiance laitière a radicalement changé : dans le sillage de l'évolution des marchés, elle est passée de la déprime à l'euphorie, en relation avec l'évolution des marchés des produits laitiers. Dans les premiers mois, la filière française doutait d'elle-même. Alors en baisse, la production subissait les effets conjugués de la pression des grandes cultures, de fourrages conservés de médiocre qualité et de trésoreries dégradées. De leur côté, les transformateurs étaient sur la défensive. Ils ne pouvaient ni satisfaire, faute de collecte, des marchés extérieurs très demandeurs, ni passer des hausses de tarifs sur le marché intérieur face à une grande distribution dominante. Avec le printemps, les premiers signes d'un retournement de conjoncture germaient avec le redressement spectaculaire des cours mondiaux des ingrédients laitiers.

De plus la transformation laitière a été le théâtre d'évènements marquants et structurants : le paysage coopératif se concentre autour de quelques grands groupes, les transformateurs investissent prioritairement dans les ingrédients laitiers pour le grand export.

Ce retournement spectaculaire confirme l'important potentiel laitier de la France et de l'UE où la collecte pourrait croître, respectivement de +4% et +2,5% en 2014 d'après nos prévisions, avec des cheptels laitiers étoffés et un prix du lait payé en moyenne aux alentours de 400 €/tonne. Ces perspectives stimulent les investissements, notamment en Europe du Nord où les quotas ne sont plus guère dissuasifs, et conforte la place de l'Europe sur le marché mondial. Riche en opportunités pour les acteurs, le dynamisme laitier est aussi facteur de risque sur l'équilibre de marchés laitiers désormais internationalisés et presque totalement libéralisés.

Le revenu des éleveurs laitiers s'est sensiblement amélioré en 2013 dans les exploitations spécialisées ou mixtes lait-viande, mais a baissé dans les exploitations de polyculture-élevage. Il devrait progresser bien davantage en 2014, sauf gros aléas sur les marchés laitiers internationaux, par définition imprévisibles.

Totalement repensé, pour être plus concis, plus illustré, cet Annuel traite désormais également des revenus des exploitations. Vous y trouverez les résultats économiques des exploitations laitières, tirés des Réseaux d'élevage. Leur évolution et leur niveau sont contrastés selon les systèmes d'exploitation. Mais surtout, les disparités de revenu se creusent entre exploitations au sein d'un même système.

SOMMAIRE

2/ LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2013

Conditions de production, offre, demande, prix... tous les évènements qui ont marqué l'année

6/ LA PRODUCTION EN EUROPE

Deux semestres diamétralement opposés

16/ LES REVENUS DES EXPLOITATIONS FRANÇAISES

- Lait spécialisé de plaine
- Lait et viande bovine de plaine
- Lait et cultures de vente
- Lait de Franche-Comté
- Lait de montagne avec maïs
- Lait de montagne herbagère

24/ L'INDUSTRIE LAITIÈRE

Principaux évènements de l'année 2013

28/ LE MARCHÉ EUROPÉEN DES PRODUITS LAITIERS

Du fléchissement au rebond

34/ LE MARCHÉ FRANÇAIS DES PRODUITS LAITIERS

Des débouchés contrastés

40/ LES PRÉVISIONS 2014

Production laitière européenne dynamisée

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2013

HIVER



Flambée des cours des ingrédients laitiers

En mars, le prix des ingrédients laitiers mis aux enchères sur la plateforme GlobalDairyTrade s'envole de +33% en six semaines tous produits confondus.

Porté à près de 5 000 \$ la tonne, il dépasse depuis lors le très bon niveau atteint début 2011.

La sécheresse en Nouvelle-Zélande affole les acheteurs qui se ruent sur les disponibilités et se couvrent par avance.

Sécheresse exceptionnelle en Nouvelle-Zélande

Au 1er trimestre, la Nouvelle-Zélande subit une période de sécheresse estivale exceptionnelle qui affecte la production herbagère. Les prairies virent au jaune, les lactations chutent et de nombreux éleveurs réduisent leur cheptel.

Au 1er semestre la collecte laitière chute de 13% /2012.





En France, un printemps froid et humide

Les fortes précipitations et les températures basses, en mars et avril, ont perturbé la gestion de l'herbe. Les mises à l'herbe ont été tardives et dans certaines situations, il a même fallu rentrer les vaches pendant 2 à 3 semaines avant de les remettre à l'herbe. En conséquence, l'alimentation hivernale a été prolongée et beaucoup de silos sont restés ouverts.

Les surfaces en maïs ont été semées dans de mauvaises conditions (sols froids et humides) et de façon très étalée. Parfois même ils ont dû être ressemés (Centre, Lorraine, Champagne Ardenne...). Les levées ont été tardives et hétérogènes.

Des négociations commerciales difficiles entre la transformation et la distribution

Le ministre de l'Agriculture nomme un médiateur qui obtient des distributeurs et des transformateurs le principe de hausse de tarifs équivalent à 25 €/1000 litres de lait. Les modalités d'application d'un tel engagement varieront selon les transformateurs.



1 LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2013

ÉTÉ



Bonne pousse de l'herbe pendant l'été

Malgré des mois de juillet et août chauds et secs, le retard de croissance au printemps a conduit naturellement à des ensilages tardifs avec parfois même un déficit de maturité.

La qualité des ensilages est cependant supérieure à celle de 2012, mais les stocks vont faire défaut par endroit dans l'attente de la prochaine récolte.

La qualité des poudres de lait néozélandaises mise en cause

En août, Fonterra reconnaît avoir commercialisé des lots contaminés par des agents bactériens (clostridium) et chimiques (nitrates et nitrites) qui entrent dans la fabrication de laits infantiles et de boissons énergisantes. Plusieurs pays, dont la Chine et la Russie, prennent des mesures de restriction des importations.



Des allocations provisoires importantes

Les transformateurs laitiers accordent des allocations provisoires de 10% à 20% pour inciter les éleveurs qui le peuvent à accroître leurs livraisons. La plupart manquent de lait pour honorer leurs clients et satisfaire la demande dynamique en ingrédients laitiers et en fromages sur les marchés extérieurs.

AUTOMNE



Relance de la production et des exportations

Sur le second semestre, la remontée du prix du lait, des fourrages de meilleure qualité et des aliments concentrés moins chers ont relancé la production et par voie de conséquence les fabrications d'ingrédients secs surtout exportés.



Instauration d'une aide couplée à la vache laitière

Dans le cadre de mise en œuvre la PAC 2014-2020, la production laitière se voit attribuer une enveloppe d'aide couplée de 140 millions d'euros en 2015, dont 45 millions d'euros réservées aux exploitations de montagne. Les montants unitaires ne sont pas encore arrêtés, mais le nombre de primes sera plafonné par élevage à 40 vaches laitières (avec prise en compte de la transparence des GAEC).

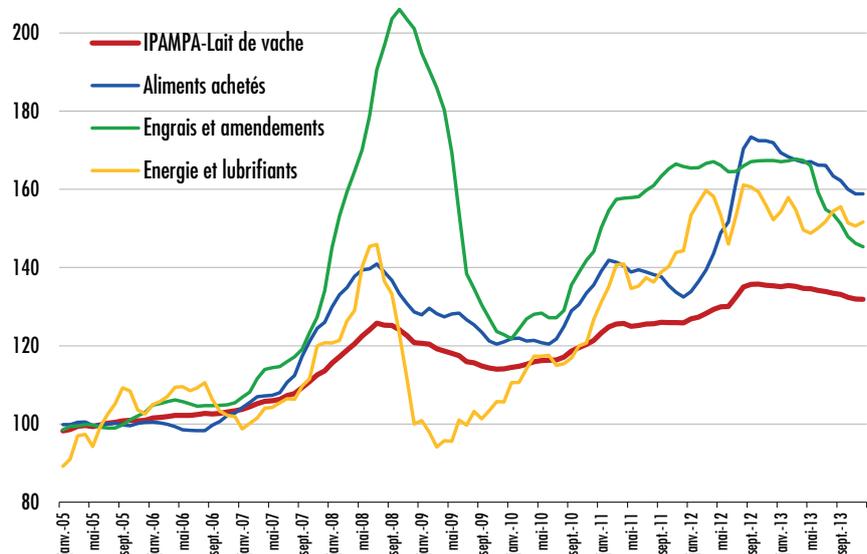
IPAMPA Lait de vache, un plus haut historique en 2013

En 2013, l'Indice IPAMPA Lait de vache a atteint son niveau le plus élevé : 133,8, en hausse de 1,5% par rapport à 2012. Cette hausse s'explique principalement par la flambée des prix des matières premières végétales qui est intervenue mi-2012. L'indice global IPAMPA Lait de vache a peu évolué au cours de l'année 2013 : il a amorcé une baisse modeste, de l'indice 135 à l'indice 131 entre janvier et décembre (-2,4%). Il n'a répercuté que partiellement la baisse du prix des céréales qui a eu lieu lors de l'été 2013.

Dans le détail, l'indice moyen annuel du prix des aliments achetés a augmenté de 5,3% entre 2012 et 2013. Toutefois l'indice mensuel, au plus haut à 173 en septembre 2012, n'a cessé depuis de glisser pour revenir à 159 en décembre 2013.

Mais la baisse est plus lente et plus faible que celle des prix des matières premières, les fabricants d'aliments jouant un rôle stabilisateur à la baisse, après l'avoir réalisé à la hausse. L'indice des prix des engrais et des amendements a lui aussi reculé de 5% sur un an, comme celui de l'énergie, -2% sur la même période.

Rappelons que l'indice IPAMPA (Indice des prix d'achat des moyens de production agricole) a pour objectif de mesurer l'évolution des coûts d'approvisionnement des exploitations agricoles.



LA PRODUCTION LAITIÈRE

Deux semestres diamétralement opposés

La production laitière européenne en 2013 a connu deux semestres diamétralement opposés sur le plan de la dynamique de production. Elle a été ralentie au premier semestre du fait d'un printemps froid et tardif pénalisant la mise à l'herbe, d'aliments du bétail chers et d'un prix du lait peu incitatif. En revanche, sur le second semestre, la collecte a fortement rebondi, dans presque tous les états membres, stimulée par le redressement puis l'envolée du prix du lait. Incités à produire, les éleveurs ont étoffé leur troupeau et tiré parti de la détente du prix des aliments.



23,5 millions de têtes

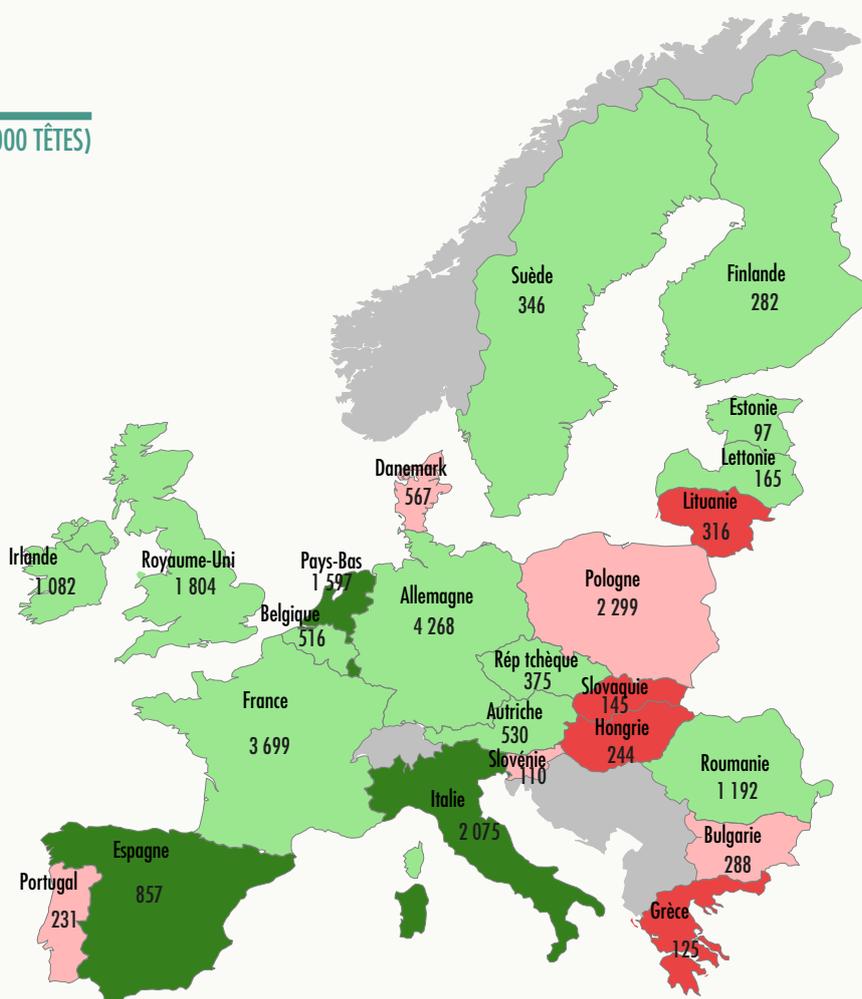
c'est l'effectif de vaches laitières au sein de l'UE à 28 en décembre 2013

CHEPTEL EUROPÉEN 2013

EFFECTIF DE VACHES LAITIÈRES EN DÉCEMBRE 2013 (1000 TÊTES)
ET ÉVOLUTION PAR RAPPORT À DÉCEMBRE 2012 (%)

Evolution du cheptel en %

- de -5% à -3%
- de -3% à 0
- de 0 à +3%
- de +3% à +7%



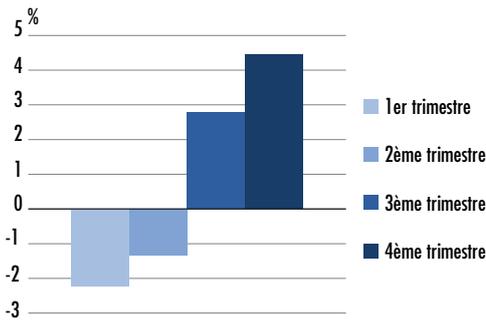
Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après Eurostat
Cartographie Cartes & Données - © Articque

2 LA PRODUCTION UNION EUROPÉENNE



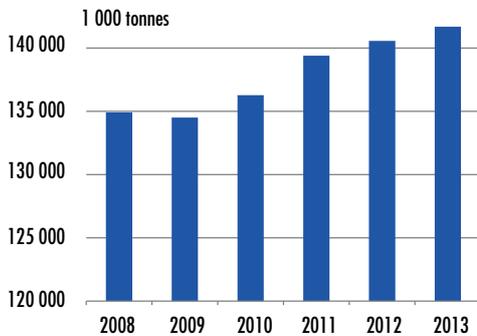
COLLECTE 2013

EVOLUTION DE LA COLLECTE DE L'UE EN 2013/2012



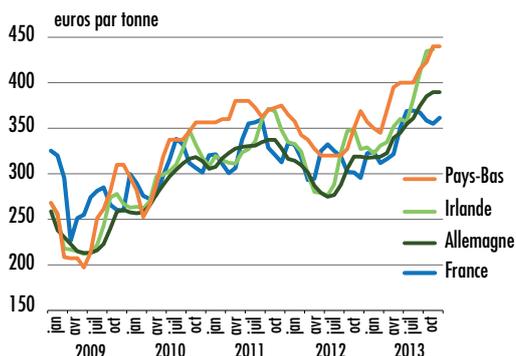
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EVOLUTION DE LA COLLECTE ANNUELLE DE L'UE



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après Eurostat

EVOLUTION DU PRIX DU LAIT DANS 4 ÉTATS MEMBRES



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après sources nationales et DG AGRI

Après un début d'année difficile, la production laitière européenne décolle littéralement à partir de l'été. Les producteurs profitent d'un prix du lait en forte hausse et de conditions climatiques plus clémentes.

Rebond de la production au second semestre

L'hiver 2013 a été long et froid. Des chutes de neige ont eu lieu jusque mi-mars dans plusieurs pays du nord de l'Union, dont la France. Le printemps qui a suivi n'a pas été beaucoup plus favorable, avec une pluviométrie importante et des températures basses. En conséquence, la pousse de l'herbe a été fortement ralentie et les mises à l'herbe des animaux ont été repoussées. La collecte laitière s'en est ressentie avec des volumes en baisse de 1,5% sur l'ensemble du premier semestre 2013.

Toutefois, à partir de l'été, la collecte laitière connaît en Europe un rebond sans précédent, grâce à des conditions météorologiques beaucoup plus clémentes et surtout à un prix du lait en forte progression. La hausse des volumes atteint 2,8% au troisième trimestre et 4,4% au dernier trimestre 2013. Cette hausse des volumes a été permise par un cheptel de vaches laitières étoffé au second semestre. Pour ce faire, les éleveurs ont notamment retardé les réformes d'animaux encore productifs. Ce phénomène est particulièrement marqué en Allemagne, aux Pays-Bas, en France et en Irlande. Au final, et malgré un début d'année poussif, la collecte européenne annuelle progresse de 0,8% par rapport à 2012. Ce rebond atténuera la sous-réalisation au sein de l'UE, mais celle-ci restera tout de même importante : un peu plus de 6 millions de tonnes selon nos estimations pour la campagne laitière 2013/14, soit presque 5% de la référence communautaire.

Une collecte en constante progression depuis 5 ans

Depuis l'entrée en vigueur du Bilan de Santé de la PAC en 2009, le quota laitier de l'Union européenne est augmenté de 1% par an jusqu'en 2014. Plusieurs états membres, majoritairement du nord et de l'ouest de l'Europe, ont donc saisi cette occasion pour augmenter leur production et caler leur collecte sur l'évolution de leur droit à produire. Ainsi la collecte globale de l'Union à 28 est passée d'un peu moins de 135 millions de tonnes en 2009 à plus de 141 millions tonnes en 2013, soit une progression moyenne de 1,4% par an. Sur la campagne laitière 2012/13, seuls cinq états affichaient un dépassement de leur quota : Autriche (+3,6%), Chypre (+0,8%), Danemark (+0,4%), Pologne (+0,2%) et Allemagne (+0,1%) pour un total de 45 millions d'euros de pénalités (dont 29 millions d'euros pour l'Autriche). A l'issue de la campagne 2013/14 davantage de pays dépasseront leur référence nationale.

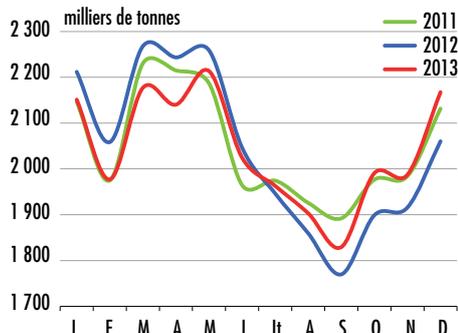
Une hausse du prix du lait dans le sillage des marchés mondiaux

L'envolée des cours mondiaux puis européens des ingrédients laitiers en début d'année 2013 ont tiré le prix du lait plus ou moins fortement selon les pays. Entraîné par cette dynamique positive, le prix du lait payé aux éleveurs connaît également une croissance importante. Entre janvier et décembre 2013, la hausse atteint en moyenne 22% pour les principaux pays du nord de l'Union. Les pays les plus tournés vers les marchés mondiaux profitent plus fortement et plus rapidement de cette augmentation des cours. C'est pourquoi on observe un écart croissant, à partir de l'été, entre le prix moyen payé aux éleveurs allemands, néerlandais et irlandais et celui versé aux éleveurs français.

2 LA PRODUCTION FRANCE

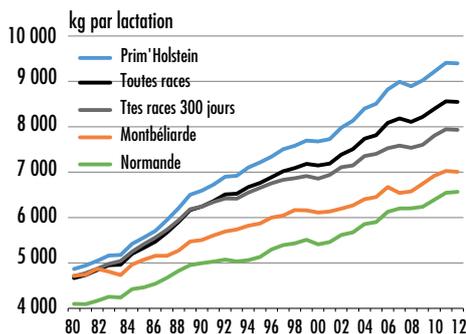


ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN FRANCE



Source : GEB-Institut de l'Elevage, d'après Eurostat

ÉVOLUTION DU RENDEMENT LAITIER DES VACHES CONTRÔLÉES



Source : GEB-Institut de l'Elevage, d'après France Conseil Elevage

Les éleveurs français se montrent réactifs à l'évolution des signaux du marché. Après un premier semestre morose, la seconde partie de l'année a connu un rebond spectaculaire de la collecte laitière.

Une collecte très dynamique sur la fin de l'année

L'ouest de la France a connu un hiver et un début de printemps particulièrement difficiles avec un important épisode neigeux à la toute fin de l'hiver, paralysant la collecte et obligeant les animaux à rester en bâtiment. En outre la collecte hivernale a été réalisée à base de fourrages conservés de qualité moyenne, surtout concernant le maïs ensilage. Ajoutez à cela un prix des concentrés toujours à des niveaux prohibitifs et vous obtenez une collecte laitière en forte baisse. Le recul des volumes atteint -3,6% sur le premier trimestre 2013 et -2,6% au deuxième trimestre.

Toutefois, à partir de l'été, la plupart de ces facteurs vont s'inverser pour fournir un environnement plus favorable à la production laitière. Le climat se montre plus propice et permet aux animaux de profiter d'une pousse de l'herbe abondante en été et à l'automne.

De plus, du fait d'une moisson mondiale importante, les cours des matières premières végétales se replient, rendant les aliments du bétail plus abordables. Enfin, dans le sillage du marché mondial des produits laitiers, le prix du lait se redresse. En conséquence, la collecte laitière française rebondit fortement au troisième trimestre (+2,2%) et amplifie le mouvement au dernier trimestre (+4,6%). Globalement le volume collecté sur l'année 2013 est stable par rapport à 2012.

Cependant, malgré ce rebond, la campagne laitière française devrait se solder par une sous-réalisation de l'ordre d'un million de tonnes, soit presque 5% de la référence nationale.

Plus de concentrés et plus de vaches pour produire plus de lait

Pour augmenter la production laitière au cours du second semestre, les éleveurs ont utilisé plusieurs leviers. Ils ont d'une part augmenté le rendement laitier des vaches de 3,5% entre juin et décembre, grâce à des fourrages récoltés de bonne qualité et des concentrés supplémentaires. En moyenne sur l'année, et toutes races confondues,

le rendement moyen s'élève à 8 548 kg pour les animaux inscrits au contrôle de performance.

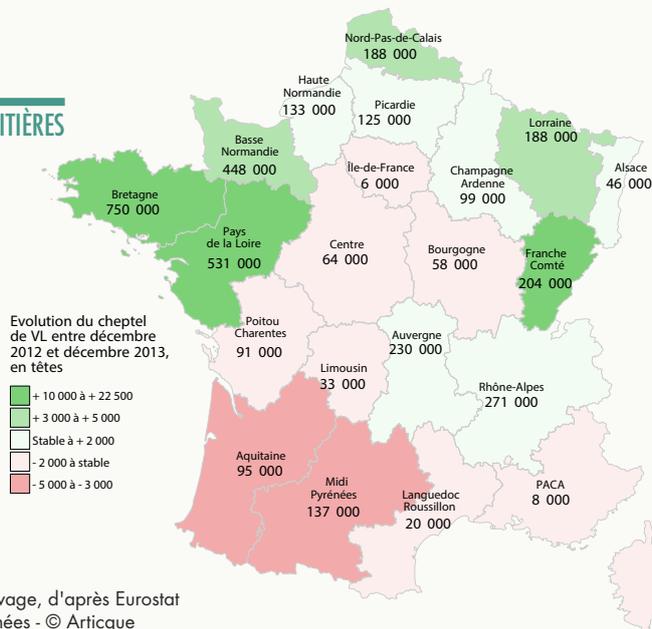
Les éleveurs ont d'autre part étoffé leur troupeau. Le cheptel de femelles laitières s'est accru, principalement dans l'ouest de la France (+22 500 vaches en Bretagne, +16 500 en Pays de la Loire) et dans l'Est (+13 000 en Franche-Comté). Pour ce faire, les producteurs ont décalé les réformes de vaches laitières encore productives et ils ont aussi réduit la durée de tarissement des animaux prêt à vêler (-2 jours en moyenne entre juillet et décembre 2013).

A l'inverse, les effectifs continuent de se contracter dans le Sud-Ouest et dans le Centre.

Dans ces zones, la restructuration laitière est toujours forte, malgré une conjoncture céréalière moins euphorique.

CHEPTEL 2013

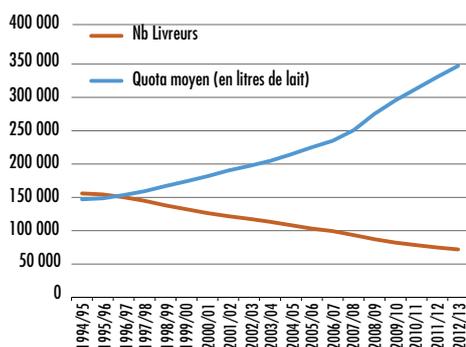
ÉVOLUTION DES VACHES LAITIÈRES ENTRE 2012 ET 2013



Source : GEB-Institut de l'Elevage, d'après Eurostat Cartographie Cartes & Données - © Artique

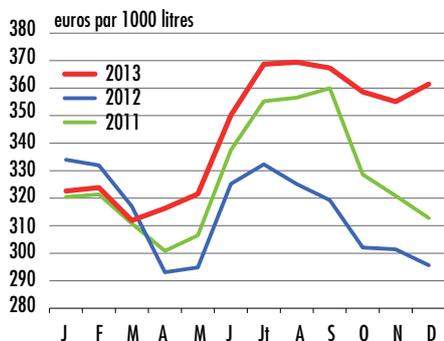
2 LA PRODUCTION FRANCE

EVOLUTION DE LA RESTRUCTURATION DU SECTEUR LAITIER FRANÇAIS



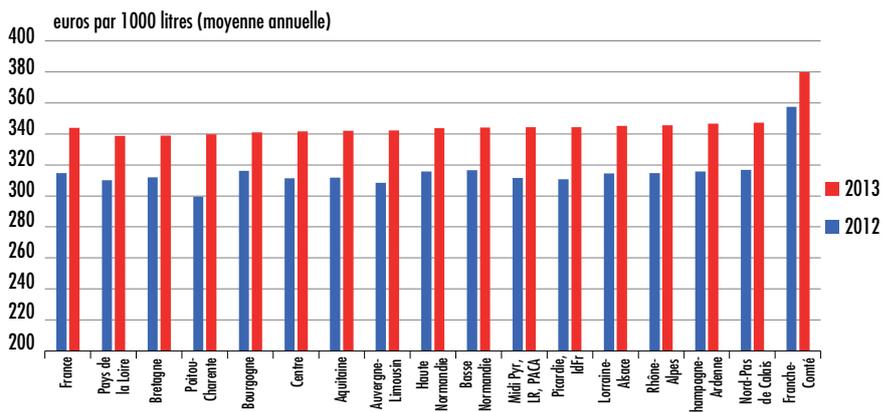
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Commission européenne

EVOLUTION DU PRIX DU LAIT STANDARD EN FRANCE (32 G DE TAUX PROTEIQUE ET 38 G DE TAUX BUTYRIQUE)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer et Banque de France

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT STANDARD SELON LES RÉGIONS FRANÇAISES



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Un rythme de restructuration en baisse

A l'issue de la campagne laitière 2012/13, la France comptait 71 954 livreurs, pour un quota moyen de 347 000 litres. Le rythme des cessations, 3,8% /2012, est en diminution constante depuis 5 ans. Il avait atteint 6,7 % en 2007/08. Au plus fort de la flambée des prix des céréales, de nombreux éleveurs de zones de polyculture-élevage avaient choisi de changer d'activité et de se convertir aux grandes cultures. Ceci avait été particulièrement vrai dans le Centre et le Sud-Ouest alors que les régions de l'Ouest et les montagnes avaient elles beaucoup mieux résisté.

En dix ans, le nombre de livreurs laitiers a chuté de près 38%, alors que, dans le même temps, le quota moyen par exploitation a augmenté de 76% (du fait notamment de l'augmentation graduelle de 1% du quota national depuis le Bilan de Santé de la PAC en 2008).

Ce rythme de cessation est plus faible dans les pays d'Europe du Nord (-2% aux Pays-Bas), mais plus rapide en Europe du Sud (-5% en Espagne) et de l'Est (-9% en Pologne).

Un prix du lait en forte hausse au second trimestre

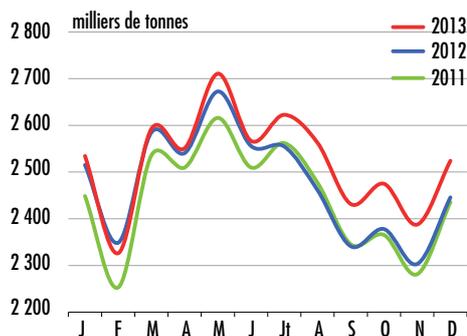
Plutôt déprimé début 2013, le prix du lait s'est redressé moins vite que dans les pays d'Europe du Nord. Le prix du lait standard n'a progressé qu'à partir de l'été dépassant alors la barre des 370 €/1000 litres en juillet pour connaître ensuite une baisse saisonnière limitée à 355 €/1000 litres. Il termine l'année à 361 €/1000 litres, soit +22% par rapport à décembre 2012. En moyenne sur l'année le prix standard s'est établi à 344 €/1000 litres (+10% sur 2012).

En 2013, la très bonne conjoncture a réduit de 25% l'écart de prix entre les bassins de 25% entre le bassin le plus élevé (hors Franche-Comté) et le bassin le plus faible. La Franche-Comté se détache toujours avec un prix standard moyen à 380 €/1000 litres (+22%) suivie du Nord-Pas-de-Calais et de Champagne-Ardenne à 347 €/1000 litres. Ce sont les Pays de la Loire et la Bretagne qui ferment la marche avec un prix du lait standard de 339 €/1000 litres (+28%). Poitou-Charentes, traditionnellement bon dernier, voit son prix du lait bondir de 40% à 340 €/1000 litres.

2 LA PRODUCTION ALLEMAGNE

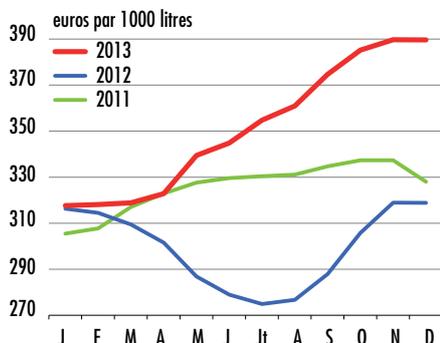


EVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN ALLEMAGNE



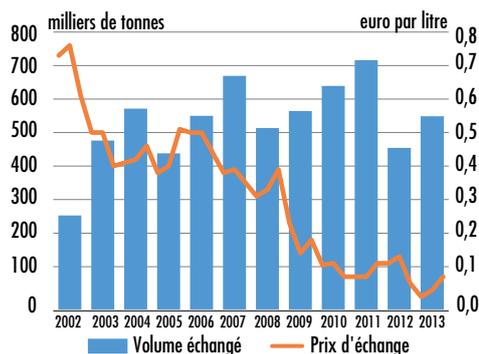
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EVOLUTION DU PRIX DU LAIT STANDARD EN ALLEMAGNE (RAMENÉ 32-38)



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après ZMB

RÉSULTAT DES BOURSES D'ÉCHANGE DE QUOTAS EN ALLEMAGNE



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après DBV

Annoncée en 2012, la règle de 3 des Allemands semblait ambitieuse : atteindre une collecte laitière de 30 milliards de litres, rémunérée 300 €/tonne d'ici trois ans. Force est de constater que les objectifs sont déjà dépassés en 2013.

Une collecte laitière en forte hausse

En 2013, la collecte laitière allemande (+2% par rapport à 2012) dépasse pour la première fois la barre des 30 milliards de litres. Contrairement à de nombreux Etats-Membres qui ont vu leur collecte fortement reculer lors du premier semestre, la production allemande n'a pas fléchi. La part d'herbe plus faible dans la ration des animaux (surtout dans le nord du pays) a permis aux éleveurs de stabiliser les volumes grâce à des rations basées sur le maïs ensilage.

Dès le début de l'été, les producteurs se sont montrés réactifs aux premiers signes d'augmentation du prix du lait. La collecte progresse ainsi de plus de 3% au 3ème trimestre et de presque 4% au dernier trimestre. A l'issue de la campagne laitière, l'Allemagne dépassera nettement sa référence nationale, de 640 000 tonnes soit de 2% selon nos estimations.

Un prix du lait réactif et en forte augmentation

Le prix du lait en Allemagne a fortement et rapidement augmenté dans le sillage des cours des produits laitiers. A 320 €/1000 litres sur le printemps, le prix du lait standard (ramené à 32 g de matière protéique et 38 g de matière grasse) a bondi de 67 €/1000 litres en sept mois, terminant l'année 2013 à 390 €/1000 litres.

En moyenne, il atteint 351 €/1000 litres (+22% par rapport à 2012). Ces niveaux sont supérieurs de presque 30 €/1000 litres à ceux atteints en 2007 et 2008.

Comme cela avait été le cas en 2007/08, ce sont les Länder du nord de l'Allemagne qui profitent le plus de cette hausse du prix du lait. Sur le dernier trimestre 2013, le prix du lait s'est établi à 395 €/1000 litres dans le Schleswig-Holstein, Land largement tourné vers la production de poudres et de fromages ingrédients. A l'inverse, en Bavière dont le mix-produit est composé très majoritairement de fromage et de laits de consommation, le prix du lait était inférieur de 13 €/1000 litres, à 382 €/1000 litres.

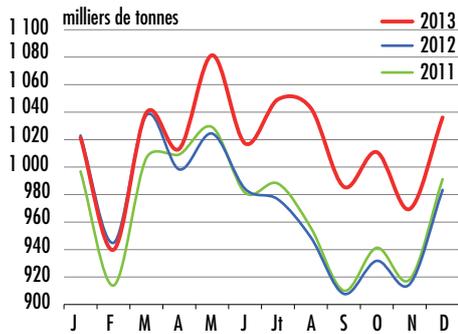
Des quotas pratiquement bradés

Avec les niveaux atteints par le prix du lait, les pénalités financières pour dépassement du quota (276 €/tonne) ne semblent donc plus dissuasives pour les éleveurs. Néanmoins les volumes échangés lors des trois bourses annuelles d'échange de quotas ont progressé de 22% par rapport à 2012 pour repasser la barre des 520 000 tonnes. En revanche, les prix continuent leur inexorable baisse : de 10 centimes par litre en 2012, le prix moyen d'échange est tombé à 4 centimes en 2013 (avec un point bas à 1 centime lors de la bourse de juillet). On est très loin des 75 centimes qu'il fallait déboursier en 2002 pour acheter un litre de quota. A la veille de la fin de l'ère des « quotas laitiers », les éleveurs ont donc la possibilité d'augmenter à faible coût leur volume de référence et d'éviter ainsi de payer des pénalités de dépassement.

2 LA PRODUCTION PAYS-BAS & DANEMARK

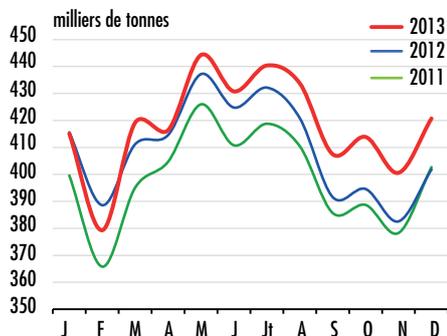


ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE AUX PAYS-BAS



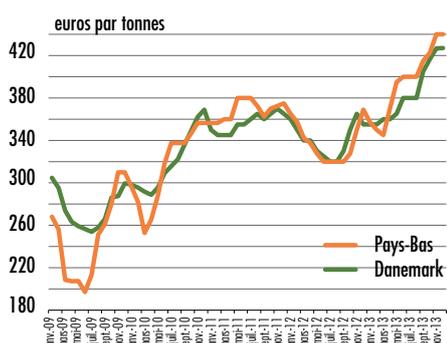
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE AU DANEMARK



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après ZMB

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT PAYÉ AUX PAYS-BAS ET AU DANEMARK



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après DG AGRI

Les Pays-Bas et le Danemark sont les pays où la production laitière est la plus dynamique. En dix ans, leur collecte a progressé respectivement de 14% et 11%. Ils ont bien évidemment su tirer parti de la conjoncture positive du second semestre.

Vers un dépassement historique de la référence

Après avoir commencé l'année sur un rythme identique à 2012, la collecte laitière des **Pays-Bas** a littéralement décollé à partir de l'été 2013. Entre juillet et octobre elle a bondi en moyenne de 8,5% d'une année sur l'autre. Les deux derniers mois de l'année, même s'ils ont été moins impressionnants, progressent quand même de presque 6%. Au total la collecte annuelle augmente de 4,6% par rapport à 2012. A ce rythme, les Pays-Bas dépasseront largement le quota national, de 560 000 tonnes, soit 4,5% de la référence nationale, selon nos estimations. Cela devrait entraîner le paiement d'une pénalité financière à la Commission européenne de l'ordre de 154 millions d'euros.

L'excellente conjoncture encourage à produire, même au-delà du quota. Pour preuve, le prix de location des quotas est toujours élevé et désormais aligné sur le montant des pénalités pour dépassement de quota.

Au **Danemark**, la collecte a connu une évolution similaire à celle des Pays-Bas, avec un premier trimestre 2013 très proche de celui de 2012 et une forte augmentation des volumes à partir de l'été. Sur l'année civile, les volumes progressent de 2,2% par rapport à 2012, mais la hausse a été en moyenne de 4% sur l'ensemble du second semestre. Le Danemark dépassera donc allègrement son quota à la fin du mois de mars 2014 : la sur-réalisation devrait s'établir à 3,8% de la référence ou 180 000 tonnes.

Le prix du lait tire la collecte à la hausse

Dans ces deux pays, la progression de la collecte laitière a surtout été impulsée par un prix du lait payé aux éleveurs atteignant des niveaux record. En 2013, le prix moyen du lait payé était de 395 €/tonne aux Pays-Bas et de 384 €/tonne au Danemark, soit plus haut que les niveaux atteints en 2008, alors respectivement de 340 et 370 €/tonne. Le prix moyen annuel du lait a ainsi bondi de +17% aux Pays-Bas et de +13% au Danemark par rapport à 2012. En décembre 2013, le prix du lait a même établi un record dans chacun des pays : 440 €/tonne pour les éleveurs néerlandais et 427 €/tonne pour les producteurs danois.

Avec ces niveaux de prix, la dynamique de production se poursuivra au moins sur le premier semestre 2014.

Cessations ralenties

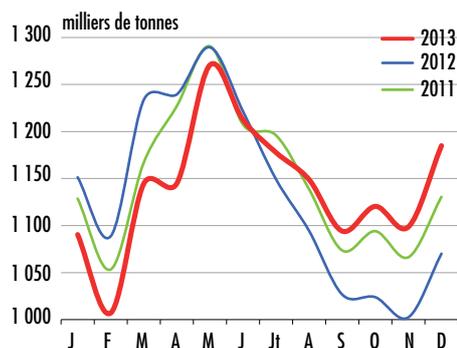
La conjoncture laitière positive ralentit les cessations laitières, dont le taux est tombé à 2% lors de la campagne 2012/13 aux Pays-Bas qui comptent désormais 18 140 livreurs avec un quota moyen de 634 000 kg de lait.

Au Danemark également les cessations d'activités laitières sont limitées : le nombre d'éleveurs a diminué de 4% entre la campagne 2011/12 et 2012/13, avec désormais 3 784 détenteurs qui ont en moyenne un quota de 1,23 million de kg. Ce taux est plutôt faible et stable depuis 2009, à comparer avec le rythme de 9% par an sur la période 2005-2008. Depuis la crise économique et financière qui a durement touché le secteur de l'élevage au Danemark, les ventes d'exploitations agricoles ont fortement diminué et sont désormais beaucoup plus surveillées par les banques, du fait d'un taux d'endettement très élevé (supérieur à 85% en moyenne nationale).

2 LA PRODUCTION ROYAUME-UNI

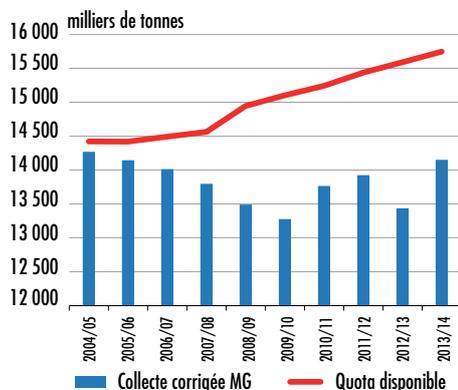


EVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE AU ROYAUME-UNI



Source : GEB-Institut de l'Elevage d'après Eurostat

EVOLUTION DES BILANS DE CAMPAGNE LAITIÈRE AU ROYAUME-UNI



Source : GEB-Institut de l'Elevage, d'après Commission européenne

EVOLUTION DU PRIX DU LAIT PAYÉ AU ROYAUME-UNI



Source : GEB-Institut de l'Elevage, d'après Dairyco

Suite à un été 2012 catastrophique du point de vue climatique, la production laitière du Royaume-Uni s'est trouvée pénalisée pendant un an. La collecte a toutefois rebondi de façon impressionnante à partir de juillet 2013.

Une collecte laitière dépendante du climat

Le Royaume-Uni a subi un été 2012 exceptionnellement arrosé, au grand dam des organisateurs des jeux olympiques de Londres. Les animaux ne pouvaient accéder aux prairies et les fourrages récoltés étaient de piètre qualité. Cet épisode climatique a pénalisé la collecte laitière jusqu'au printemps 2013 et la nouvelle mise à l'herbe des animaux. Au premier semestre 2013, la collecte était très ralentie, -5% par rapport à 2012. A l'inverse, à partir de l'été 2013, beaucoup plus clément, la collecte laitière a littéralement décollé : +5% au troisième trimestre et +10% au quatrième trimestre 2013. Du fait de cette hausse des volumes, le taux butyreux de la collecte britannique a nettement reculé, passant de 41 g/kg sur le second semestre 2012 à 40,3 g/kg au second semestre 2013.

Cette augmentation de la production a notamment été permise par une intensification à l'animal. Selon le Defra, ministère de l'Agriculture anglais, les rendements des vaches laitières ont progressé de 3,6%/2012. En outre, le cheptel de vaches laitières est stabilisé à 1,8 million de têtes.

10% de sous-réalisation depuis six ans

Malgré le rebond de production sur la deuxième moitié de l'année, le Royaume-Uni termine la campagne 2013/14 en nette sous-réalisation estimée à 1,6 million de tonnes, soit 10% de la référence nationale. Le Royaume-Uni compte à lui seul pour 27% de l'ensemble de la sous-réalisation de l'Union européenne. Entre 2004 et 2009, la production laitière britannique a connu un lent et régulier déclin entraînant une sous-réalisation dépassant les 10% du quota depuis la campagne 2008/09 (et jusqu'à 14% en 2012/13). La production s'est stabilisée depuis et semble même amorcer une reprise depuis deux ans.

Le rythme des cessations laitières est d'ailleurs en baisse et tombe à 3% en 2013. Cela contraste fortement par rapport à la forte restructuration qui avait lieu entre 2005 et 2008 (-7% d'éleveurs en moyenne par an). Le Royaume-Uni compte désormais 14 193 détenteurs avec un quota moyen de 1,07 million de kg.

Un prix du lait en hausse constante depuis 2009

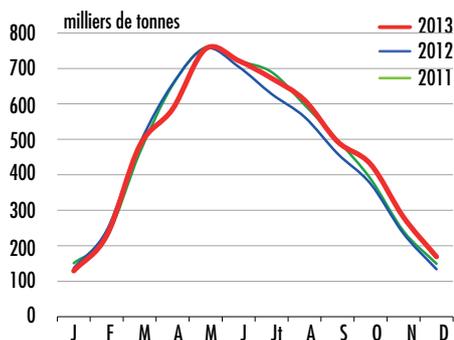
Depuis quatre ans, le prix du lait payé aux éleveurs britanniques ne cesse de s'apprécier. A 239 £/1000 litres en 2009, il a bondi de 35% à 316 £/1000 litres en 2013. Ramené en euro, il passe de 269 €/1000 litres à 373 €/1000 litres. Par rapport à 2012, le prix du lait augmente de 13 %.

Élément notable, la hausse des prix au Royaume-Uni a notamment été impulsée par la grande distribution. Voyant les volumes de lait se réduire fortement au cours du premier trimestre 2013, les distributeurs ont, par deux fois, procédé à une hausse des prix d'achat aux éleveurs des laits conditionnés et vendus liquides dans le cadre de contrats afin de sécuriser leurs approvisionnements.

2 LA PRODUCTION IRLANDE

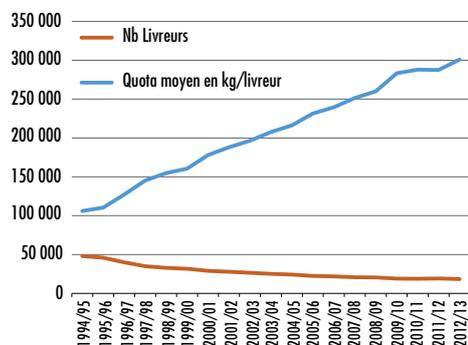


EVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN IRLANDE



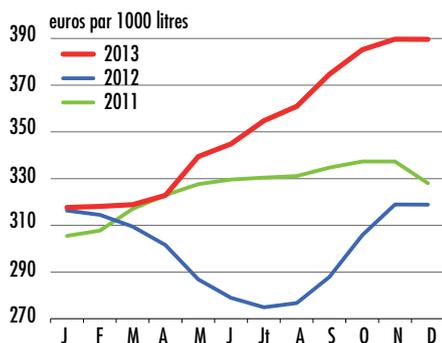
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EVOLUTION DE LA RESTRUCTURATION DU SECTEUR LAITIÈRE IRLANDAIS



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après Commission européenne

EVOLUTION DU PRIX DU LAIT PAYÉ EN IRLANDE



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après CE-DG AGRI

Comme le Royaume-Uni, l'Irlande a subi en 2012 des conditions climatiques particulièrement difficiles au printemps et en été, handicapant la collecte laitière jusqu'au printemps 2013 et la nouvelle mise à l'herbe. Aidé par un climat plus clément et des prix stimulants, la collecte laitière irlandaise a bondi à partir de l'été 2013.

Des éleveurs réactifs aux signaux de prix

Les pluies diluviennes qui s'étaient abattues sur l'Irlande durant le printemps et l'été 2012 avaient été la cause principale du recul (-3% /2011) de la collecte cette année-là. Les éleveurs n'avaient pratiquement pas pu sortir les animaux et les fourrages récoltés étaient d'une qualité très médiocre. Ils avaient de plus écourté les lactations et accéléré les réformes face à la pénurie et la mauvaise qualité des fourrages. Début 2013, les conséquences de cet épisode climatique se faisaient encore sentir. Au premier trimestre 2013, la collecte reculait de 6% d'un hiver à l'autre.

À partir du printemps 2013, la collecte laitière irlandaise a entrepris un redressement spectaculaire. Les producteurs ont tiré parti d'une pousse de l'herbe abondante grâce à un cheptel étoffé, dans la perspective de la fin des quotas laitiers. Ils étaient en outre motivés par un prix du lait en forte augmentation. Les livraisons mensuelles ont ainsi progressé de 7% en moyenne entre juillet et septembre et de 20% sur le dernier trimestre 2013, par rapport à la même période en 2012. Finalement, l'Irlande sera parvenue à rattraper son retard du début d'année et même à accroître de 3,3% sa collecte annuelle sur l'ensemble de 2013.

Selon nos estimations, l'Irlande devrait même sensiblement dépasser son quota laitier, de 65 000 tonnes soit de 1% à l'issue de la campagne laitière 2013/14.

Une restructuration très faible des élevages

Depuis la crise économique et financière de 2008, l'Irlande a revu les priorités de son économie. Le slogan *Back to the Roots* a alors pris tout son sens et l'agriculture a vu son blason redoré. Les ambitions affichées en termes de production laitière sont impressionnantes : augmenter la production laitière de 50% entre 2010 et 2020. Il semble que toutes ces démarches aient un impact positif sur les éleveurs. La restructuration du secteur laitier irlandais est très faible depuis maintenant quatre ans. En 2013, l'Irlande comptait 18 470 livreurs laitiers, soit seulement 670 de moins que l'année précédente (-3%). En 2012, leur nombre avait même légèrement progressé grâce à la conversion d'élevages de viande vers le lait.

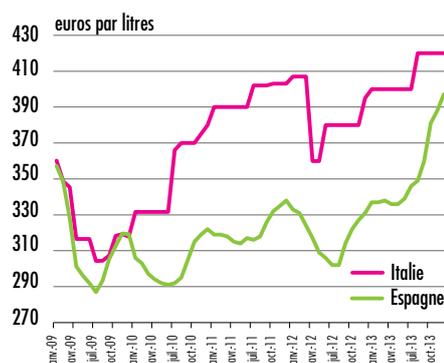
Un prix du lait qui atteint des sommets

Avec 4,7 millions d'habitants et une collecte laitière de 6 millions de tonnes, l'Irlande exporte 90% de ses fabrications de produits laitiers. Elle est donc directement connectée aux fluctuations du marché mondial. En 2009, le prix du lait était descendu jusqu'à 212 €/1000 litres. En revanche, en 2013, le prix du lait atteint des niveaux inégalés : 374 €/1000 litres en moyenne sur l'année, 30 € ou 20% de plus qu'en 2008. Au dernier trimestre 2013, le prix moyen du lait caracole à 437 €/1000 litres, de quoi largement motiver les éleveurs à atteindre les objectifs de la filière.

2 LA PRODUCTION ITALIE & ESPAGNE

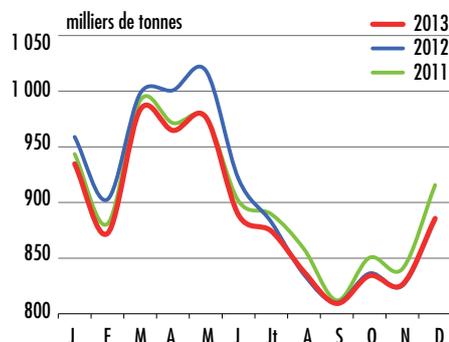


EVOLUTION DU PRIX DU LAIT PAYÉ EN ITALIE ET EN ESPAGNE



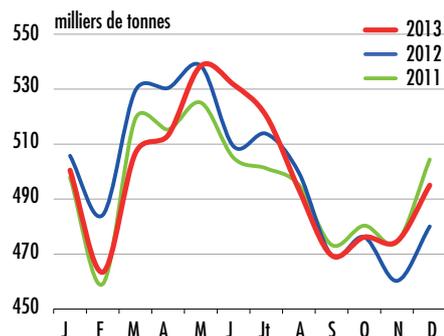
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après CE-DG AGRI

EVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN ITALIE



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après Eurostat

EVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN ESPAGNE



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après Eurostat

Malgré une forte augmentation du prix du lait en 2013, l'Italie et l'Espagne enregistrent une collecte nationale au mieux stationnaire en 2013. Cela s'explique notamment par des caractéristiques particulières de chacune des filières laitières de ces deux pays : avec l'Italie un mix produit largement tourné vers les fromages se trouve quelque peu à l'écart des fluctuations du marché des ingrédients laitiers alors que l'Espagne doit composer avec un mode de production fortement dépendant des intrants.

Un prix du lait en forte augmentation

L'Italie a traditionnellement un prix du lait payé parmi les plus élevés d'Europe. Cela s'explique principalement par un mix produit tourné majoritairement vers la production de fromages de garde très bien valorisés à l'export vers l'Europe et les pays-tiers. Cela a permis au prix du lait italien de se rétablir rapidement après la crise de 2009. En 2013, il a encore augmenté pour atteindre en moyenne 408 €/1000 litres, soit une hausse de 6% par rapport à 2012.

L'Espagne a connu une période 2009-2012 très délicate, avec un prix du lait qui est resté de longs mois à des niveaux peu élevés alors que le coût des aliments du bétail atteignait des sommets. Toutefois, courant l'année 2013, le prix du lait a semblé de nouveau connecté avec l'évolution sur le marché mondial. Il s'établit en moyenne à 354 €/1000 litres en 2013, soit une hausse de 12% par rapport à 2012. Il termine même l'année en s'approchant de 400 €/1000 litres.

... mais une collecte au mieux stable

Toutefois, malgré cette augmentation du prix du lait, la collecte laitière de ces deux pays n'a pas réagi.

En Italie, les volumes sont en recul de 1,7% sur l'ensemble de l'année 2013. Le retard pris en début d'année n'a pas été comblé par la suite. Alors que l'Italie était traditionnellement un pays qui dépassait allégrement sa référence, cela n'est plus le cas depuis 4 ans, même si, selon nos estimations, la sous-réalisation devrait être limitée à l'issue de la campagne 2013/14 (100 000 tonnes, soit 1% du quota laitier).

Les éleveurs espagnols avaient été particulièrement affectés par la combinaison d'un faible prix du lait et d'une forte hausse du coût de production au cours de la période 2010-2012. L'amélioration de la conjoncture sur ces deux fronts à partir du second semestre 2013 a permis à la collecte de rebondir de 1% sur la seconde partie de l'année. Globalement, la collecte laitière atteint en 2013 le même niveau qu'en 2012 (-0,2%). Cependant, la sous-réalisation reste importante : -470 000 tonnes ce qui représente 7% de la référence de l'Espagne. Toutefois, selon les chiffres du Ministère de l'Agriculture, le cheptel espagnol de vaches laitières aurait progressé de 4% entre décembre 2012 et décembre 2013. Cela laisse donc présager un rebond de la collecte pour la campagne à venir.

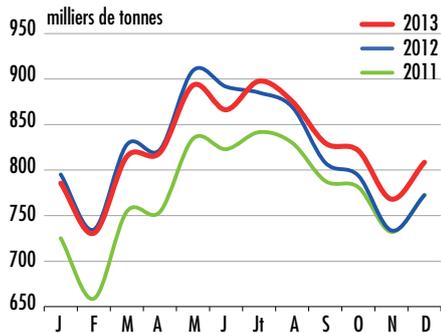
Une restructuration forte en Espagne, modérée en Italie

La restructuration des élevages reste particulièrement forte en Espagne où le nombre de livreurs a diminué de 5% au cours de la campagne 2012/13, pour passer sous la barre des 20 000 éleveurs laitiers (19 200). Depuis 2007, le rythme des cessations laitières a été en moyenne de 6% par an. Le quota moyen est désormais de 325 000 litres par exploitation. Le rythme de restructuration est plus modéré en Italie : -3,7% en 2012/13 pour atteindre 32 800 éleveurs laitiers ayant un quota moyen de 320 000 litres.

2 LA PRODUCTION POLOGNE

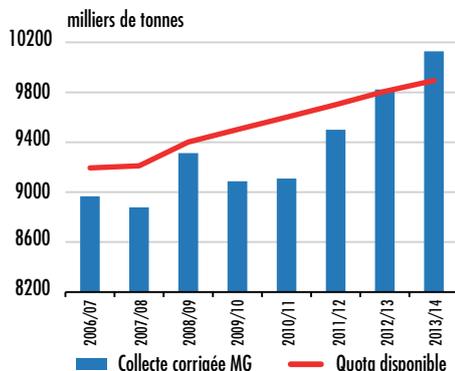


EVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN POLOGNE



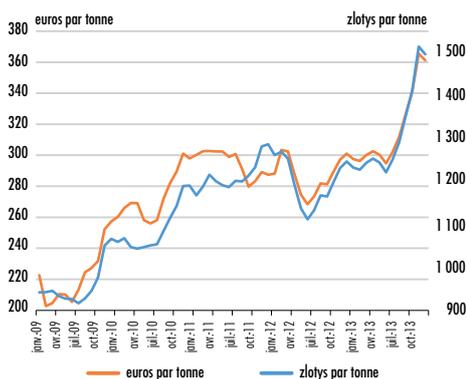
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EVOLUTION DES BILANS DE CAMPAGNE LAITIÈRE EN POLOGNE



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après CE-DG AGRI

EVOLUTION DU PRIX DU LAIT PAYÉ EN POLOGNE



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après CE-DG AGRI

Entrée en 2004 dans l'Union européenne, la Pologne laitière a rapidement pris ses marques. Sa production est dynamique et dépasse le quota national pour la deuxième année consécutive.

Une production dynamique et réactive

La restructuration du secteur laitier polonais a été forte, avec une baisse du nombre de livreurs de 9% par an en moyenne depuis son adhésion. La Pologne comptait 142 000 livreurs avec un quota moyen de 67 000 litres à l'issue de la campagne 2012/13. Même s'ils sont encore très nombreux, les plus petits élevages laissent la place à deux modèles d'élevages : des fermes de taille moyenne (25-50 vaches) et de grandes unités de plusieurs centaines à plus d'un millier d'animaux. Cette restructuration s'accompagne bien souvent d'une professionnalisation et d'une spécialisation des exploitations.

Comme la plupart des autres états-membres, la collecte laitière polonaise a démarré l'année avec un recul de 1,4 % sur l'ensemble du premier semestre 2013 par rapport à la même période l'année précédente. Cependant, à partir de l'été, et sous l'impulsion de la hausse du prix du lait, les livraisons ont rapidement progressé (+3% sur l'ensemble du second semestre), grâce à un cheptel stabilisé à 2,3 millions de vaches laitières en décembre 2013 contre 2,35 millions un an plus tôt. Le niveau du rendement laitier a lui aussi progressé (+2%) pour atteindre en moyenne 5 540 litres par vache. Ainsi, la Pologne dépassera pour la deuxième fois consécutive son quota laitier à la fin de la campagne laitière 2013/14 : +230 000 tonnes soit 2,4% du droit à produire.

Prix du lait toujours plus haut

Depuis son entrée dans l'Union européenne, le prix du lait polonais a fortement augmenté, de 52% depuis 2004. A l'époque, le prix du lait était de 866 zlotys/tonne. En 2013, le prix du lait payé aux éleveurs polonais n'aura jamais été aussi haut : il atteint en moyenne 1 312 zlotys/tonne soit une augmentation de 10% par rapport à 2012. Ce montant dépasse celui atteint en 2007 (1 115 zlotys/tonne) et 2008 (1 068 zlotys/tonne). Ramené en euros, le prix du lait payé en 2013 s'établit à 316 €/tonne. Il termine même l'année sur un plus haut historique à 1 514 zlotys/tonne soit 366 €/tonne.

Une production laitière déprimée en Europe de l'Est

Hormis la Pologne, seuls deux autres pays voient leur collecte augmenter en 2013 : la Lettonie (+2%) et l'Estonie (+6%). Ces deux pays disposent d'un cheptel de vaches laitières en hausse de plus de 1% en décembre 2013. La Bulgarie et la Roumanie affichent des collectes annuelles à peine stationnaires (-0,6%). Les autres pays enregistrent des reculs significatifs de collecte. Même les pays ayant une forte tradition laitière voient leur production refluer comme la Lituanie (-1,5%) et la République Tchèque (-3%).

3

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

Des revenus en hausse dans les exploitations spécialisées et mixtes lait-viande

Après un premier semestre difficile (qualité des fourrages, prix des concentrés, prix du lait...), les volumes de lait étaient en hausse sur le 4^{ème} trimestre dans plusieurs régions (Pays de la Loire, Bretagne, Normandie, Nord...). En outre, l'augmentation du prix du lait sur le second semestre 2013 a permis d'améliorer les résultats économiques des ateliers bovins laitiers. Globalement les revenus des exploitations spécialisées ou mixtes (lait-viande) sont en augmentation en 2013. Ils restent toutefois très faibles dans les exploitations spécialisées de montagne. La chute des prix des céréales a pénalisé les systèmes associant le lait et les cultures ; cependant, leurs revenus restent nettement supérieurs aux résultats des exploitations laitières spécialisées.



ESTIMATIONS DES REVENUS 2013

Des écarts de résultats importants

Avec 42 000 €/UMOF en moyenne, les exploitations de plaine diversifiées (lait avec des cultures de vente ou avec de la viande) dégagent les résultats courants avant impôt et cotisations sociales (RCAI) les plus élevés en 2013. Dans les exploitations spécialisées de plaine, les revenus sont moindres (32 000 €/UMOF), car les volumes produits sont plus faibles par unité de main d'œuvre. Les exploitations de montagne (hors AOP Franche-Comté) ont les plus faibles revenus avec un RCAI à 18 000 €/UMOF.

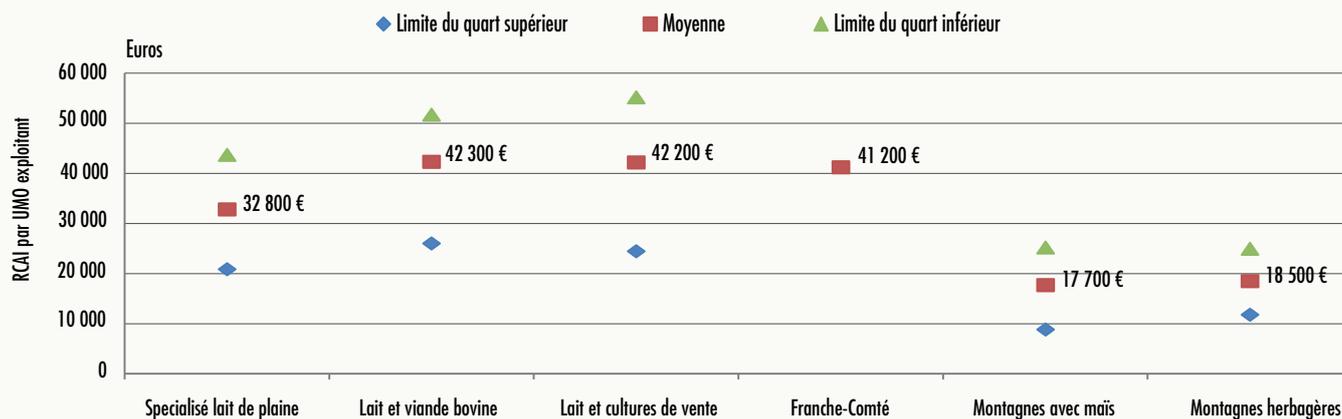
En revanche, les exploitations de Franche-Comté (avec valorisation en AOP), dégagent des résultats

comparables aux exploitations diversifiées de plaine. Les revenus moyens masquent des écarts importants entre les exploitations d'un même système. Le quart supérieur des exploitations diversifiées de plaine obtient un RCAI supérieur à 50 000 €/UMOF et le quart inférieur se situe en-dessous de 24 000 €.

Dans les exploitations de montagne hors Franche-Comté, le quart des éleveurs dégage moins 10 000 € et le quart supérieur seulement plus de 25 000 €. Depuis 2009, les disparités de revenus ne cessent de se creuser sous l'effet d'évolutions de plus en plus divergentes en termes de coûts de production et de tailles des structures.

RÉSULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES 2013

Estimation des Résultats Courants Avant Impôts et cotisations sociales (RCAI) des principaux systèmes Bovins Lait et variabilité intra système en 2013.



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après les Réseaux d'élevage

LES MEILLEURS RÉSULTATS DANS LES EXPLOITATIONS DIVERSIFIÉES

Sur 7 années, la hiérarchie des résultats entre systèmes est restée pratiquement identique.

Depuis 3 ans, la combinaison lait-viande est une option gagnante. Dans les Réseaux d'élevage, ces exploitations tirent parti d'une bonne synergie entre les deux ateliers (lait-engraissement ou lait-allaitant) et de volumes produits par UMO supérieurs aux systèmes spécialisés.

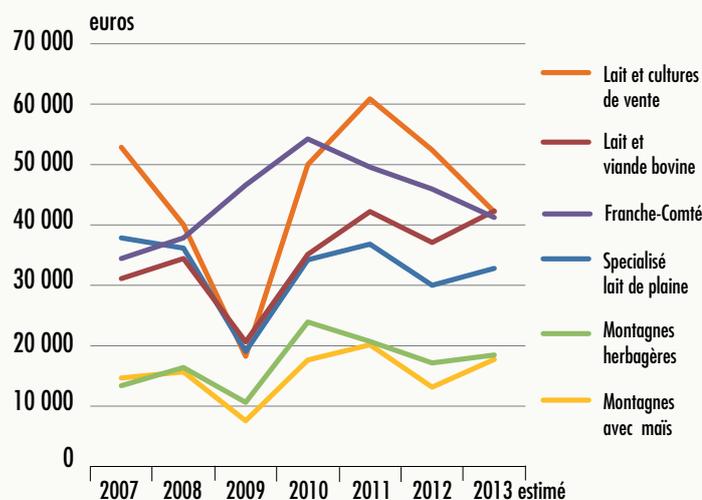
Hormis en 2009, le RCAI annuel des exploitations lait et cultures est supérieur à 40 000 € par UMO. Les exploitations de ce type ont les produits les plus élevés et bénéficient d'outils modernisés et de plus grande taille. Elles sont situées dans des zones à plus faible densité laitière où elles ont bénéficié d'importantes attributions de quotas. Malgré ces bons résultats, l'avenir de ces élevages est moins assuré qu'ailleurs. Les éleveurs s'interrogent : rentabilité comparée du lait et des cultures, astreinte de l'atelier lait, saturation des outils de production, ambiance laitière locale...

Dans les exploitations spécialisées de plaine, les volumes de lait livrés ont augmenté régulièrement depuis 2009 (+40 000 litres de lait /UMO). Grâce à des places en bâtiment souvent disponibles, elles ont ainsi pu diluer leurs charges de structure. Les équipements sont désormais fréquemment saturés et les augmentations de production nécessitent donc des nouveaux investissements.

Dans les zones de montagne (hors Franche-Comté), avec un RCAI moyen inférieur à 20 000 €/UMO depuis 2007, le faible revenu disponible (cotisations sociales déduites) permet difficilement d'envisager une modernisation des outils de production.

EFFICIENCE TECHNO-ÉCONOMIQUE DES FERMES DES RÉSEAUX D'ÉLEVAGE

Evolution comparée du RCAI des exploitations diversifiées



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après les Réseaux d'élevage

CALCUL DES ESTIMATIONS DES REVENUS 2013

L'estimation de revenu 2013 est établie à partir d'un panel de 250 exploitations bovines laitières.

Cet échantillon est issu des exploitations des Réseaux d'élevage avec des dates de clôtures comptables comprises entre le 30 septembre 2012 et le 31 mars 2013.

Des indices de prix et de volumes sont appliqués sur les postes de charges et de produits de l'année 2012 (données observées). Les indices retenus s'appuient sur l'expertise des ingénieurs des Réseaux d'élevage, les tendances nationales issues de l'IPAMPA, des cotations et de données d'enquêtes (prix et volumes de lait, rendements des cultures...).

Cette méthode, appliquée sur l'ensemble de l'échantillon, permet notamment d'apprécier la diversité des résultats (moyenne, limites quart inférieur et supérieur). Les résultats estimés seront ensuite comparés aux résultats réellement observés dans les comptabilités des exploitations.

FERMES DES RÉSEAUX D'ÉLEVAGE

La base nationale des Réseaux d'élevage compte 600 exploitations bovines lait dont 420 constituent le socle national. Celui-ci a pour objectif de couvrir la diversité des principaux systèmes bovins laitiers français. Les fermes suivies sont engagées durablement dans la production et présentent en général une dimension supérieure à la moyenne.

Leur orientation ne diffère pas foncièrement de celle observée en moyenne dans leur zone.



Le maillage de l'échantillon des Réseaux d'élevage a été élaboré sur la base de la typologie des systèmes d'exploitation herbivores élaborée par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'agriculture. Cette typologie combine l'orientation technico-économique et la localisation géographique (plaine, montagne).

Lait spécialisé : exploitation détenant des bovins lait sans atelier bovin viande ni culture de vente significatifs (cf ci-dessous).

Lait et cultures de vente : exploitation détenant des bovins lait et plus d'un tiers de la surface en culture de vente.

Lait et viande bovine : exploitation détenant des bovins lait avec plus de 5 vaches allaitantes ou plus de 0,2 jeune bovin vendu par vache laitière.

LEXIQUE

- RCAI : Résultat courant avant déduction des impôts et des cotisations sociales de l'exploitant.
- EBE : Excédent Brut d'Exploitation = Produit – charges opérationnelles – charges de structure (avant amortissements et frais financiers)
- UMOF : Unité de main d'œuvre exploitant (correspond au travail fourni par une personne occupée à temps complet sur l'exploitation pendant un an)

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT SPÉCIALISÉ DE PLAINE

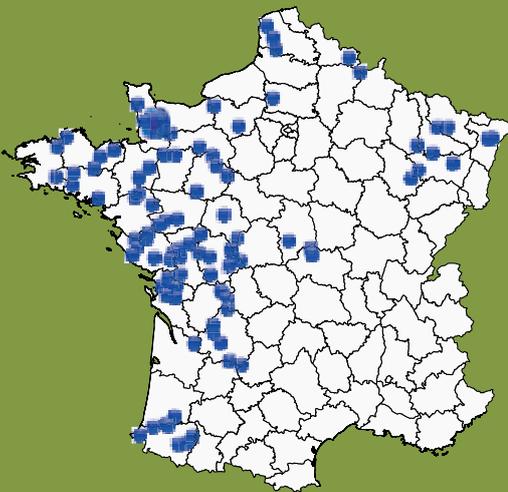
Légère hausse du revenu et le pied sur l'accélérateur pour 2014



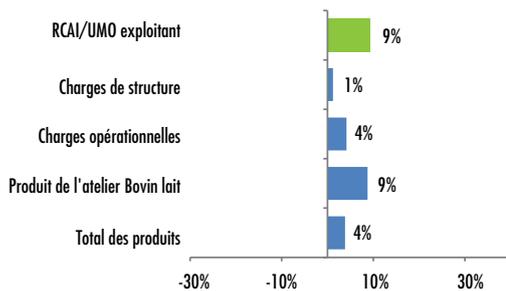
DONNÉES REPÈRES

- 2,2 UMO totales dont 1,9 UMO exploitant
- 95 ha de SAU dont 75 ha de SFP
- 71 vaches laitières/535 000 l de lait vendus

LOCALISATION DES 95 EXPLOITATIONS



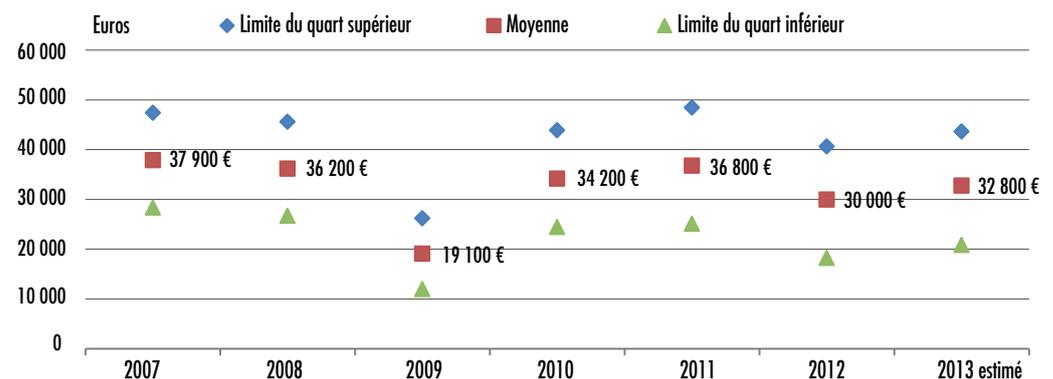
RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2012 ET 2013



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après les Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

Avant Impôts et cotisations sociales (RCAI)/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après les Réseaux d'élevage

En 2013, l'augmentation du prix du lait intervenue à partir du mois de juin a été bénéfique pour le revenu de ces élevages (+9%). Cette moyenne cache cependant des écarts entre zones pédoclimatiques : si l'amélioration du prix du lait se vérifie partout, les volumes de lait produits en 2013 sont fonction des rendements d'herbe, parfois affectés par le froid, et de maïs, parfois touchés par la sécheresse estivale.

Des systèmes à forte proportion de maïs dans la SFP

Au sein des Réseaux d'élevage, ces systèmes « spécialisés » lait de plaine sont surtout présents sur la façade Ouest (Normandie, Bretagne, Pays de la Loire, Poitou-Charentes, Sud-Ouest), dans le Nord et le Nord-Est. Le maïs couvre généralement plus de 30% de la SFP.

Un prix du lait qui s'améliore, des volumes qui stagnent

Dans toutes les régions françaises, les livraisons de lait étaient en baisse sur le premier semestre 2013. Ceci s'explique par plusieurs raisons :

- des ensilages de maïs 2012 de moindre qualité qui ont pénalisé le niveau de production sur l'hiver 2012-2013,
- un printemps 2013 humide et froid,
- un prix du lait bas en début d'année,
- des concentrés qui sont restés chers.

A l'inverse, les livraisons du dernier trimestre ont été stimulées par plusieurs facteurs : les bons maïs de l'année, des effectifs importants de génisses amouillantes, la hausse du prix du lait et les annonces d'allocations supplémentaires. Néanmoins, cette accélération tardive de la production a tout juste compensé le creux de volume du printemps. Dans l'Ouest et dans le Nord, les volumes livrés par exploitation sont en hausse en 2013 (de 2 à 3%).

2012 et 2013, des années en retrait par rapport à 2010-2011

Comme pour tous les systèmes de plaine, les exploitations spécialisées avaient livré en 2010-2011 des volumes supplémentaires (+16% par rapport à 2009) avec les bâtiments existants.

La dilution des charges fixes et une augmentation du prix du lait avaient alors été bénéfiques au revenu. En 2012, la baisse du prix du lait combinée à l'augmentation des coûts de production ont pénalisé les revenus de ces élevages spécialisés.

Ceux-ci se redressent en 2013 à la faveur d'une remontée du prix du lait dans un contexte de charges toujours élevées.

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT ET VIANDE BOVINE DE PLAINE

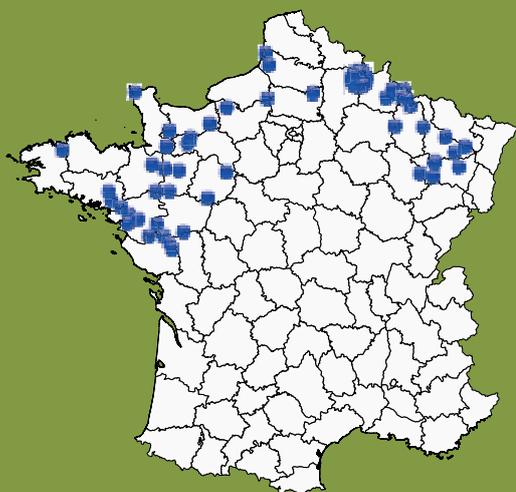
Des revenus qui se redressent grâce à des prix du lait et de la viande plus favorables qu'en 2012



DONNÉES REPÈRES

- 2,5 UMO totales dont 2,2 UMO exploitant
- 141 ha de SAU dont 113 ha de SFP
- 68 vaches laitières/508 000 l de lait vendus
- 67 UGB viande dont 19 vaches allaitantes

LOCALISATION DES 58 EXPLOITATIONS



L'amélioration du revenu est essentiellement due à la progression des prix du lait et de la viande bovine. L'augmentation conjointe des produits de l'atelier laitier et de l'atelier viande bovine est supérieure à celle des charges.

L'atelier viande bovine valorise bien les prairies non accessibles aux laitières

Ces exploitations sont localisées dans les zones de plaine où il existe souvent des prairies naturelles et des parcelles difficilement valorisables en culture et peu accessibles aux vaches laitières : Pays de la Loire, Lorraine, Normandie, Picardie, Bretagne... Dans ce type d'exploitation, on trouve des troupeaux de vaches allaitantes et parfois des bœufs. Mais l'atelier viande peut aussi être constitué d'un atelier de taurillons qui valorise les bonnes terres à maïs ensilage.

Un produit lait en hausse qui contribue largement à l'amélioration du revenu

Dans ces exploitations, le produit total est généralement issu à plus de 80% de la vente du lait et de la viande. En 2013, il a augmenté grâce à la hausse des prix du lait et des animaux vendus (à l'exception des veaux de 8 jours). Les charges opérationnelles s'accroissent également, mais dans une mesure moindre que le produit bovin.

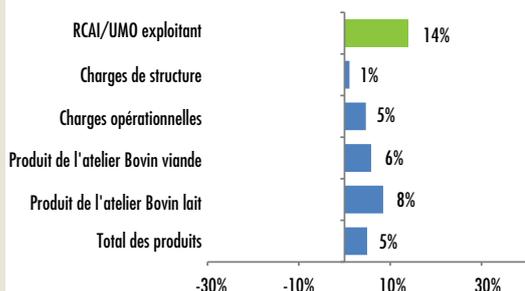
Ainsi, le résultat courant connaît une évolution positive (+14%) en moyenne. Cette progression peut même être parfois plus élevée chez les éleveurs qui ont pu faire du lait supplémentaire quand ils disposaient de suffisamment de cheptel et de fourrages.

Des revenus autour de 40 000 € depuis 4 ans

Le résultat courant avant impôt oscille autour de 40 000 € par travailleur (entre 35 000 et 42 000 €) depuis 4 ans. La combinaison des deux productions (lait et viande) donne de la stabilité aux résultats et offre des opportunités d'adaptation d'une année sur l'autre.

Les résultats sont moins favorables dans l'est de la France où la médiocre qualité du maïs ensilé en 2012 a nécessité des compléments de concentrés durant l'hiver 2012-2013, et où les moindres rendements du maïs ensilé en 2013 (-2 à -3 tMS/ha) ont contraint les éleveurs à des achats de fourrages.

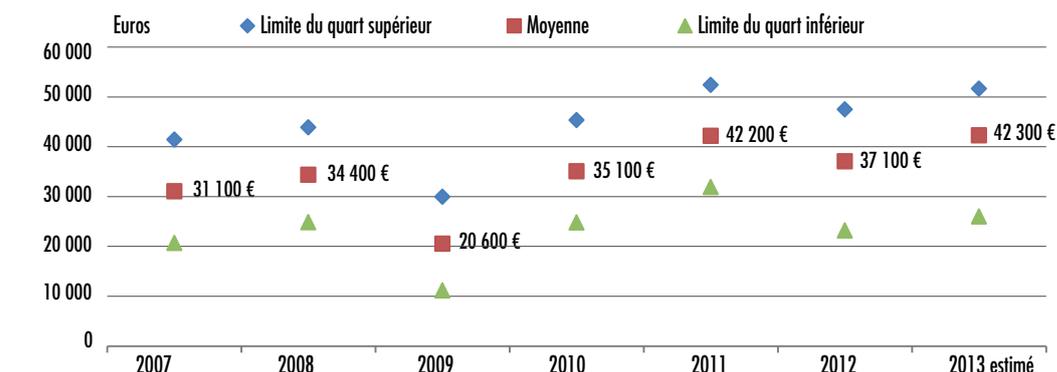
RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2012 ET 2013



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après les Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

Avant Impôts et cotisations sociales (RCAI)/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après les Réseaux d'élevage

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT ET CULTURES DE VENTE

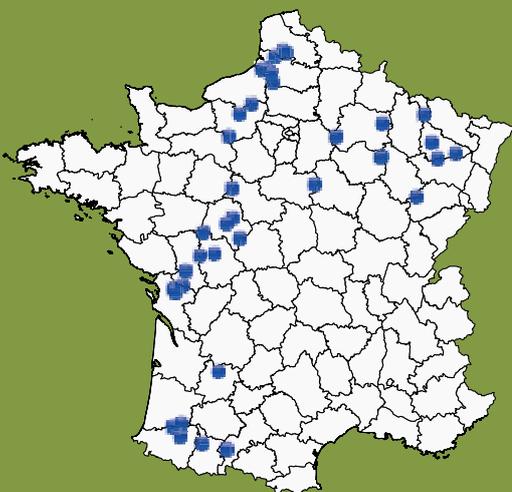
Nouvelle baisse des revenus dans les exploitations en polyculture élevage



DONNÉES REPÈRES

- 2,7 UMO totales dont 2,3 UMO exploitant
- 175 ha de SAU dont 108 de cultures de vente
- 76 vaches laitières/633 000 l de lait vendus

LOCALISATION DES 39 EXPLOITATIONS



La détérioration des revenus en 2013 est essentiellement due à la baisse de 10 à 20% des prix des céréales et des oléagineux. L'amélioration des résultats de l'atelier laitier ne permet pas de compenser le manque à gagner sur l'atelier grandes cultures dans des exploitations où ce dernier représente de 35 à 40% du produit brut hors aides.

Des rendements céréaliers contrastés selon les régions

Ces exploitations sont localisées dans les régions de polyculture élevage : intensives au Nord, avec des contraintes herbagères dans l'Est ou encore dans des zones à faible densité laitière (Centre, Centre-Ouest et Sud-Ouest). Les rendements des cultures de vente sont en hausse dans le Nord et l'Est ; ils sont en baisse dans le Centre, l'Ouest et le Sud-Ouest. La diminution du produit des cultures est avant tout la conséquence de la baisse des prix des céréales, des oléagineux et des protéagineux, après les prix records atteints en 2012.

Un produit lait en hausse, mais des éleveurs qui peinent à réaliser leurs quotas

Dans ces régions où les éleveurs ont souvent pu bénéficier d'importantes attributions de quotas ces dernières années, les livraisons peinent à atteindre les droits à produire. A cela plusieurs explications : saturation des outils de production, mauvaise ambiance laitière, qualité médiocre des fourrages, ou encore manque de disponibilité de vaches en production.

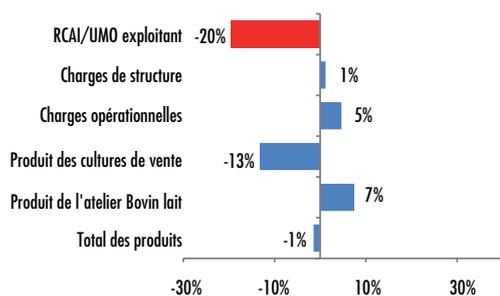
Le produit de l'atelier lait est, malgré cela, en augmentation de 7% en moyenne, grâce à la bonne tenue du prix du lait en 2013. Cependant, le produit brut global d'exploitation est en léger recul.

Les ensilages de maïs 2012, de qualité médiocre, ont conduit les éleveurs à compléter plus que d'ordinaire avec des concentrés dont les prix étaient en hausse. Le printemps froid et humide a compliqué l'accès au pâturage : les éleveurs ont souvent dû prolonger le rationnement hivernal induisant des coûts supplémentaires. Cela se traduit par des charges opérationnelles en hausse traduisant à la fois des prix et des quantités d'intrants plus élevés.

Des revenus en baisse, mais qui restent supérieurs à la moyenne

Avec des charges de structure dont l'augmentation est conforme à l'inflation, le revenu courant apparaît en nette baisse, de près de 20%. En moyenne ce résultat de 42 000 € par exploitant reste tout de même supérieur ou égal à celui des autres systèmes d'exploitations laitières. Il conforte l'idée que la combinaison de plusieurs ateliers de production sur une exploitation apporte une certaine résilience face aux aléas de conjoncture.

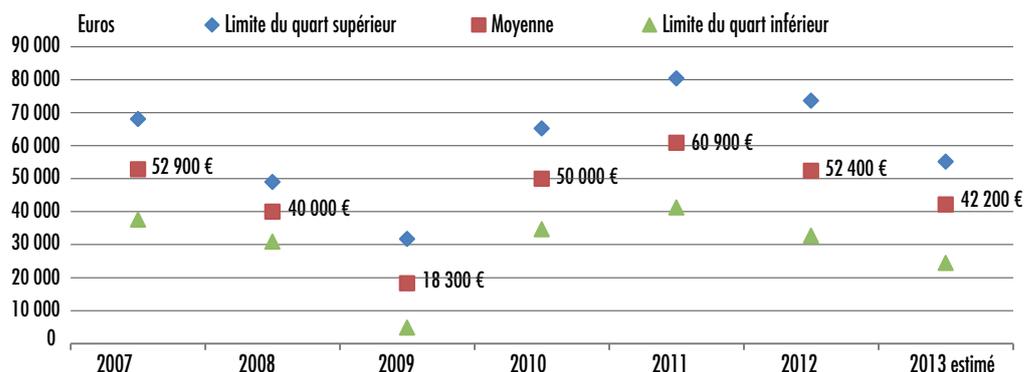
RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2012 ET 2013



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après les Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

Avant Impôts et cotisations sociales (RCAl)/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après les Réseaux d'élevage

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT DE FRANCHE-COMTÉ

Fléchissement des revenus sur fond de contexte climatique défavorable



DONNÉES REPÈRES

- 1,9 UMO totales dont 1,7 UMO exploitant
- 120 ha de SAU dont 114 ha de SFP
- 54 vaches laitières/332 000 l de lait vendus

LOCALISATION DES 9 EXPLOITATIONS



2013 est la troisième année consécutive de diminution des revenus pour les exploitations de Franche-Comté. Cette diminution du revenu est la résultante d'une stabilité du produit de l'atelier bovin lait et d'une augmentation significative des charges opérationnelles. Malgré cela, le niveau de revenu de ces exploitations reste bien placé à l'échelle nationale.

Des exploitations herbagères dont le lait est valorisé en AOP

Les exploitations qui constituent ce groupe sont toutes situées sur le massif du Jura dans la zone de production de l'AOP Comté. Ce sont des exploitations très spécialisées avec des systèmes herbagers. Le pâturage est la base de l'alimentation des troupeaux en période estivale. Les rations hivernales sont composées de foin et de regain. Une partie des exploitations pratique le séchage en grange.

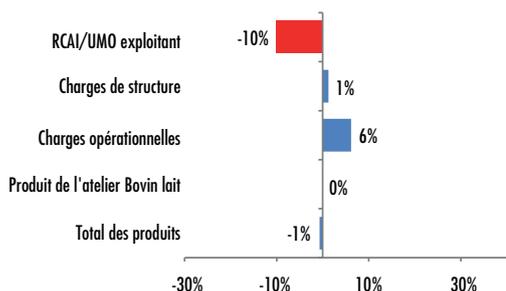
Des charges opérationnelles qui pèsent en raison d'une baisse de productivité

Le prix du lait poursuit son ascension modérée mais régulière avec +10€ en 2013. Cependant cette augmentation de prix est gommée par la diminution des volumes livrés (-3%). La productivité des troupeaux a été bridée par les effets rémanents d'une année fourragère 2012 peu favorable et d'une mise à l'herbe 2013 catastrophique à cause du temps froid et humide. Les éleveurs ont plutôt maintenu leur niveau de production sur les deux premiers trimestres 2013 grâce à un cheptel de vaches renforcé et à des apports de concentrés plus conséquents. La qualité des foins récoltés en 2013 est médiocre. La productivité des vaches est donc orientée à la baisse pour le second semestre. Même si une grande partie des acheteurs exprime une forte attente de lait supplémentaire, les producteurs ne disposent pas de grandes marges de manœuvre pour relancer la production dans le cadre du cahier des charges de l'AOP.

Les aléas climatiques impactent les résultats, mais ces systèmes résistent

Globalement, même si l'on observe une diminution de la productivité qui montre une forte sensibilité aux aléas climatiques, la résilience de ces systèmes de type extensif reste bonne. Ceci grâce à une filière laitière très stable, avec des prix durablement orientés à la hausse et un recours aux intrants limité.

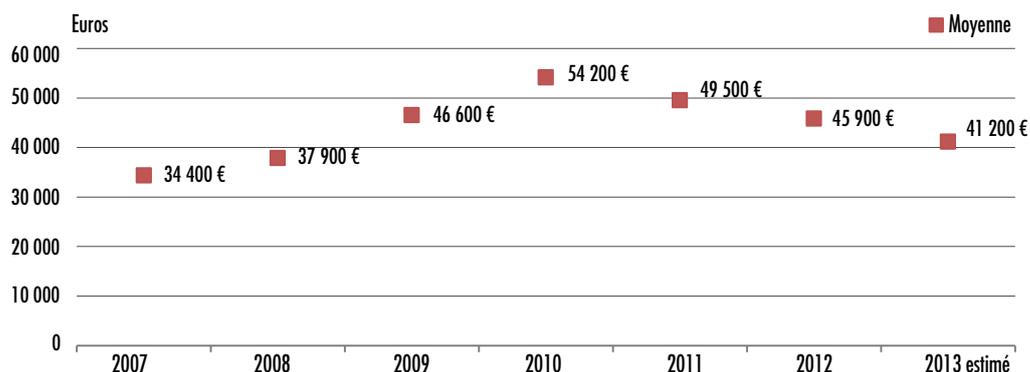
RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2012 ET 2013



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après les Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

Avant Impôts et cotisations sociales (RCAI)/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après les Réseaux d'élevage

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT DE MONTAGNE AVEC MAÏS

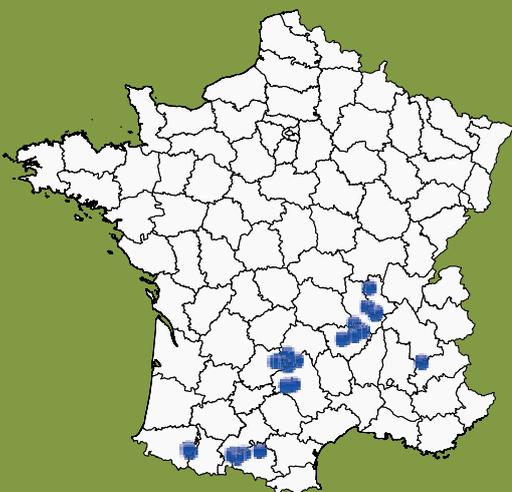
Redressement des revenus qui restent néanmoins à bas niveau



DONNÉES REPÈRES

- 2,1 UMO totales dont 1,9 UMO exploitant
- 82 ha de SAU dont 69 ha de SFP
- 58 vaches laitières/435 000 l de lait vendus

LOCALISATION DES 25 EXPLOITATIONS



Après une année 2012 de forte baisse, les revenus des exploitations laitières de montagne avec maïs repartent à la hausse, sans pour autant atteindre le niveau de 2011. Cette relative embellie est surtout liée à la hausse du prix du lait.

Des systèmes maïs-herbe de moyenne montagne pénalisés par le printemps 2013

Ces exploitations se situent dans les zones de montagne où la culture du maïs est possible : bordures Est et Sud du Massif-Central, piémonts alpins et pyrénéens. Le printemps froid et humide a fortement perturbé l'exploitation de l'herbe.

Peu d'évolution des volumes de lait produit

Le volume de lait produit évolue peu dans ces exploitations. Cela s'explique par les incertitudes sur la conjoncture laitière en début d'année 2013, les bâtiments souvent saturés, les prix des aliments concentrés élevés et la mauvaise qualité des fourrages.

La conduite du pâturage de printemps a été compliquée à cause du froid et de la pluie. La qualité des foin et des ensilages d'herbe est médiocre, car récoltés dans des mauvaises conditions. Le maïs semé tardivement est souvent à peine arrivé à pleine maturité : sa faible teneur en matière sèche a limité son ingestion.

Pour compenser la mauvaise qualité des fourrages, certains éleveurs ont eu recours à des achats supplémentaires de concentrés afin de produire leur quota ; mais la majorité a renoncé face aux prix élevés des aliments.

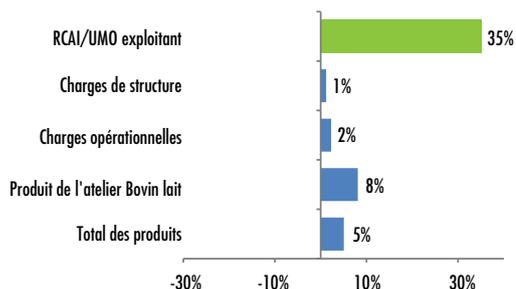
Des coûts alimentaires qui continuent de progresser

La poursuite de la hausse du coût des aliments a entraîné une augmentation des charges d'alimentation de ces systèmes. Les exploitations qui ne produisent pas de céréales pour l'autoconsommation ont encore été plus touchées.

Des revenus en hausse mais qui restent très inférieurs à ceux de plaine

Malgré la hausse des charges, le revenu avant impôt progresse fortement grâce à l'amélioration du prix du lait. Néanmoins, il reste toujours inférieur à 20 000 euros par an. Cela laisse peu de marge pour autofinancer de nouveaux investissements à des éleveurs qui souhaiteraient améliorer ou développer leur outil de production.

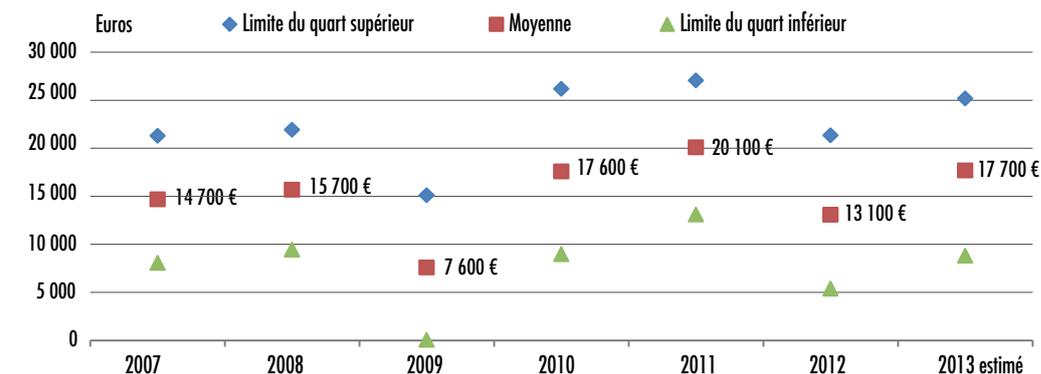
RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2012 ET 2013



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après les Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

Avant Impôts et cotisations sociales (RCAI)/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après les Réseaux d'élevage

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT DE MONTAGNE HERBAGÈRE

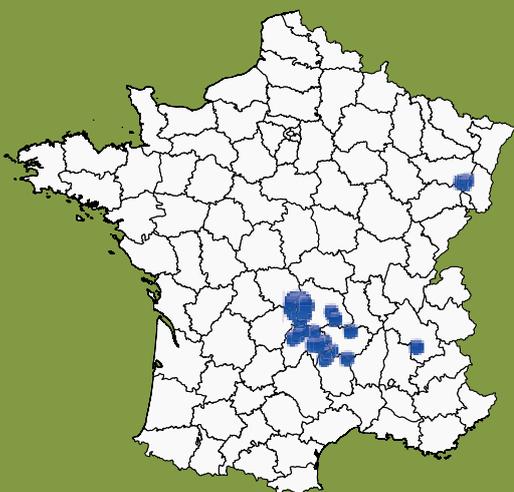
Depuis 2010, des aléas climatiques récurrents qui pèsent sur le revenu



DONNÉES REPÈRES

- 2 UMO totales dont 1,9 UMO exploitant
- 81 ha de SAU dont 79 ha de SFP
- 45 vaches laitières/269 000 l de lait vendus

LOCALISATION DES 24 EXPLOITATIONS



L'augmentation de 8% du revenu en 2013 ne doit pas masquer son niveau qui reste faible pour ces exploitations. Les difficultés fourragères à répétition génèrent de fortes tensions au niveau des trésoreries.

En 2013, le printemps froid et humide a fortement pénalisé l'herbe en montagne

Ces exploitations sont principalement situées dans les zones herbagères d'altitude du Massif-Central et des Vosges. La pousse de l'herbe y a été très tardive, ce qui a obligé les éleveurs à sortir les animaux très tard, avec souvent peu de réserves de fourrage dans les granges. A basse altitude les ensilages ont été réalisés dans de très mauvaises conditions.

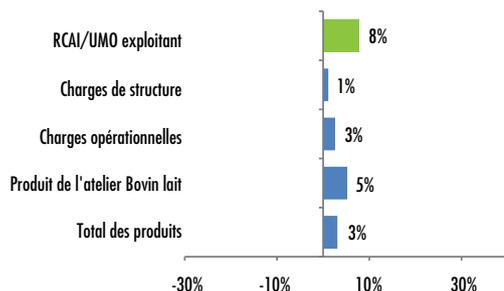
Baisse des volumes de lait vendu

Les trésoreries tendues du fait des achats importants de fourrages en 2011-2012, et le prix élevé du concentré ont limité l'achat d'aliments pour compenser les mauvais fourrages de l'année 2013. Cela a entraîné une baisse des livraisons, estimée à 3% dans les fermes des Réseaux d'élevage (la baisse moyenne de lait sur la région Auvergne par exemple devrait être de cet ordre de grandeur). Cette baisse a été accentuée par une baisse d'environ 10% du rendement des céréales (entièrement consommées par les animaux), due au gel de printemps, puis à l'échaudage.

2012 et 2013, des revenus qui n'atteignent plus 20 000 €/UMO exploitant

Après 2009, année de crise durant laquelle les éleveurs laitiers de montagne avaient subi des revenus extrêmement bas, l'embellie de 2010 n'a pas duré. Les revenus de 2012 et 2013 sont à nouveau en berne. Ceci est d'abord dû à la sécheresse de 2011 et à ses répercussions : les achats de fourrages ont été de 65 €/UGB en moyenne en 2011, alors qu'ils étaient quasiment nuls précédemment ; mais aussi à la baisse du prix du lait en 2012 (-15 €/1000 l par rapport à 2011) et surtout à l'envolée du prix des concentrés (+12% entre 2011 et 2012 et +7% prévus en 2013 par rapport à 2012).

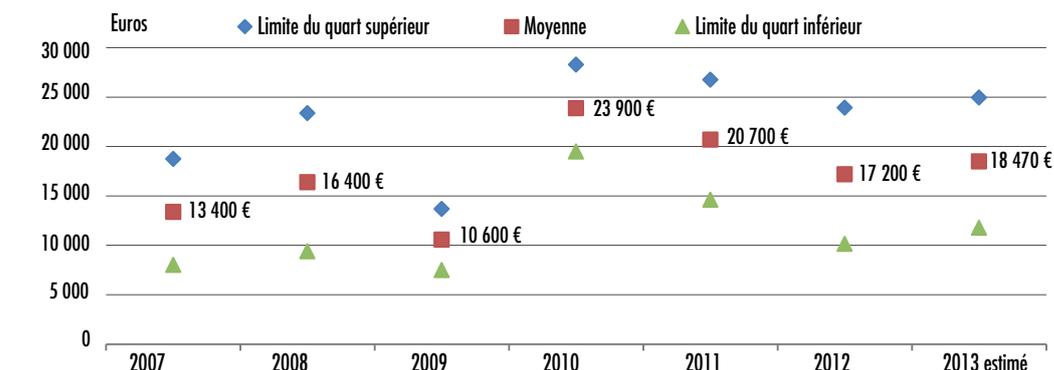
RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2012 ET 2013



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après les Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

Avant Impôts et cotisations sociales (RCAI)/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après les Réseaux d'élevage

4

L'INDUSTRIE LAITIÈRE

Principaux événements de l'année 2013

2013 a été riche en événements marquants et structurants au sein de l'industrie laitière française : concentration dans la coopération laitière, investissements nombreux dans des capacités supplémentaires à fabriquer des ingrédients secs, développement toujours prioritaire des leaders français à l'international...

Après plusieurs années de doute et d'attente, les transformateurs français sont désormais plus offensifs et conquérants à la veille de la fin des quotas laitiers. En Europe de l'Ouest et du Nord, les transformateurs, en ordre de marche depuis plusieurs années, investissent toujours dans des outils plus grands et plus compétitifs.



FRANCE

Concentration dans la coopération laitière

La filière laitière française s'est fortement restructurée en 2013. Le groupe **Sodiaal** a tout d'abord fusionné avec la Fromagerie de Blâmont en avril 2013, puis avec 3A et Lacopab au mois de janvier 2014. Le nouveau groupe ainsi constitué collecte 4,6 milliards de litres de lait en provenance de 14 000 producteurs et génère un chiffre d'affaires supérieur à 5 milliards €.

En parallèle, s'est initié en 2013 un projet de fusion entre trois coopératives de l'ouest de la France, **Agrial**, **Eurial** et **Coralis**, qui devrait donner naissance à terme au deuxième plus gros groupe laitier coopératif français avec une collecte annuelle dépassant 2,5 milliards de litres.

Par ailleurs, les deux coopératives VPM et Coop'Alliance ont fusionné en juin 2013 pour donner naissance à **Lact'Union** qui collecte 230 millions de litres, principalement dans les départements de l'Aisne et de la Somme.

Enfin, le groupe coopératif **Terra Lacta** a restructuré son activité en scellant deux partenariats avec Bongrain et Orlait. Le partenariat avec Bongrain prend deux formes : d'une part, l'intégration de toute l'activité de fabrication de fromages de chèvre et de vache de Terra Lacta (hormis la fromagerie de Bougon) au sein d'une nouvelle structure intitulée Fromageries de Lescure, codétenue à 49% par Terra Lacta et à 51% par Bongrain ; d'autre part, la livraison de l'ensemble de la collecte hors Auvergne et l'intégration des activités de fabrication de beurre, crème, caséine et poudres de lait de Terra Lacta au sein de la CLE, dont Terra Lacta devient actionnaire.

En parallèle, Orlait se charge de la commercialisation du lait UHT conditionné dans les deux sites de Terra Lacta localisés en Auvergne à Auzances et Theix.

De nombreux investissements dans les ingrédients secs

Sur la lancée de 2012, les investissements dans la fabrication de produits laitiers secs se sont poursuivis en 2013. Ces différents projets de rénovation et de construction menés depuis deux ans se traduisent par la mise en service effective ou prochaine d'une dizaine de nouvelles tours de séchage et des investissements cumulés en France de l'ordre de 400 millions €.

Hors produits laitiers secs, on peut noter un investissement de 12 millions € par **Eurial** sur son site de fabrication de mozzarella de Luçon, dont la capacité annuelle double pour atteindre 20 000 tonnes. Par ailleurs, de multiples projets d'agrandissement de fromageries sont menés par les Fromageries de l'**Ermitage** à Bulgneville et Vercel, **Laïta** à Ploudaniel (20 millions €), **Graindorge** sur le site de Saint-Loup-de-Fribois, **Vaubernier** à Martigné-sur-Mayenne (4 millions €) et **Lincet** à Saligny (2 millions €).

Danone poursuit son programme KISS, visant à changer progressivement l'ensemble de ses lignes de conditionnement de yaourts dans ses usines françaises. Enfin, **Valorlait**, filiale conjointe d'ULM et des Fromageries de l'Ermitage spécialisée dans la séparation des constituants du lait par microfiltration et la concentration de protéines, double sa capacité de traitement à 160 millions de litres par an.

**QUELQUES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS OU FINALISÉS EN FRANCE
DANS LE DOMAINE DES PRODUITS LAITIERS SECS EN 2012 ET 2013
Ils sont essentiellement localisés dans le Grand Ouest
et dans le Nord**



Poudre infantile : 1 tour
~20 millions €
+
Nouveau site de séchage
50 millions € avec



Poudre de lait : 1 tour
(+ 150 Ml)
25 millions €
Saint Pol sur Ternoise



Tour de séchage 42m
(+ 30 000 t)
40 millions €
Craon



Lait infantile : 1 tour
(+ 15 000 t)
22 millions €
Plouvien



Produits secs
Plan d'investissement
de 17,5 M€ sur 2012
& 2013



Lait infantile : 1 tour
30 M€
Capacité portée à 25kt



Lait infantile : 2 tours
280 Ml lait + 30 kt sérum
100 M€
Carhaix



Rénovation de sites
27 M€ en 2012
Rénovation en 2013 de
Saint-Martin-Belle-Roche
16 M€
Nouvelle tour à
Pont-sur-Saône (35 M€)



Poudre de lait : 1 tour
10 M€
Moyon



1 tour
Plan d'investissement
Ingrédients + fromages
de 60 M€ en 2014-15

29 milliards d'euros

C'est le chiffre d'affaires des industries
du lait en 2013 d'après nos estimations

Développement à l'international des leaders français

Lactalis accroît sa participation dans sa filiale slovène *Mlekarne Ljublanske* de 50,3% à 96,5% pour un montant de 20 millions €, acquiert pendant l'été 2013 le fromager brésilien *Balkis* pour 25 millions €, puis le groupe laitier indien *Tirumala* au début de l'année 2014 pour un montant estimé à 220 millions €. Lactalis cède, en parallèle, au groupe néerlandais VanDrie, sa filiale française Tendriade dédiée au veau de boucherie, qui réalise un chiffre d'affaires annuel de 220 millions €.

De son côté, **Danone** acquiert le fabricant américain de yaourts *YoCrunch* qui génère un chiffre d'affaires annuel de 110 millions USD. Il prend également une participation de 49% dans *Fan Milk*, spécialiste des produits laitiers en Afrique de l'Ouest ayant réalisé un chiffre d'affaires de 120 millions € en 2012, aux côtés du fonds d'investissement *Abraaj*, localisé à Dubaï, qui détient le reste du capital. Il prend une participation de 4% dans le groupe chinois *Mengniu* et bâtit avec ce dernier une *joint-venture* dans le domaine des yaourts, l'ensemble de ces deux opérations représentant un investissement de 325 millions €. En parallèle, Danone cède au groupe américain *Schreiber* trois usines de yaourts, localisées au Portugal, en Bulgarie et en République tchèque, ainsi que sa participation dans Danone Chiquita Fruits, filiale européenne dédiée aux jus de fruits, à l'Allemand *Gebrüder Bagusat*.

Bongrain prend le contrôle du spécialiste allemand des produits laitiers biologiques *Söbbeke*, dont il détenait une participation minoritaire depuis 2011, et devient également l'actionnaire majoritaire du fabricant français d'époisses Berthaut. De son côté, le groupe **Andros** acquiert le fabricant espagnol de desserts lactés *Dhul*, qui a généré un chiffre d'affaires de 50 millions € en 2010.

Entrée timide de quelques groupes étrangers

Quelques groupes étrangers se sont immiscés dans le secteur laitier français. C'est le cas du groupe coopératif italien **Granarolo**, qui a racheté la Compagnie du Forum, spécialiste de la distribution de fromages italiens en France et propriétaire des entreprises Codipal, Fromagers de Saint-Omer et Fromagers de Saint-Colombe, ayant réalisé un chiffre d'affaires de 106 millions € en 2012. Le groupe autrichien **Rupp** a racheté auprès de FrieslandCampina sa filiale Société industrielle fromagère, basée à Charmoille (70) et spécialisée dans la fabrication de fromages fondus.

Quelques diversifications d'activité

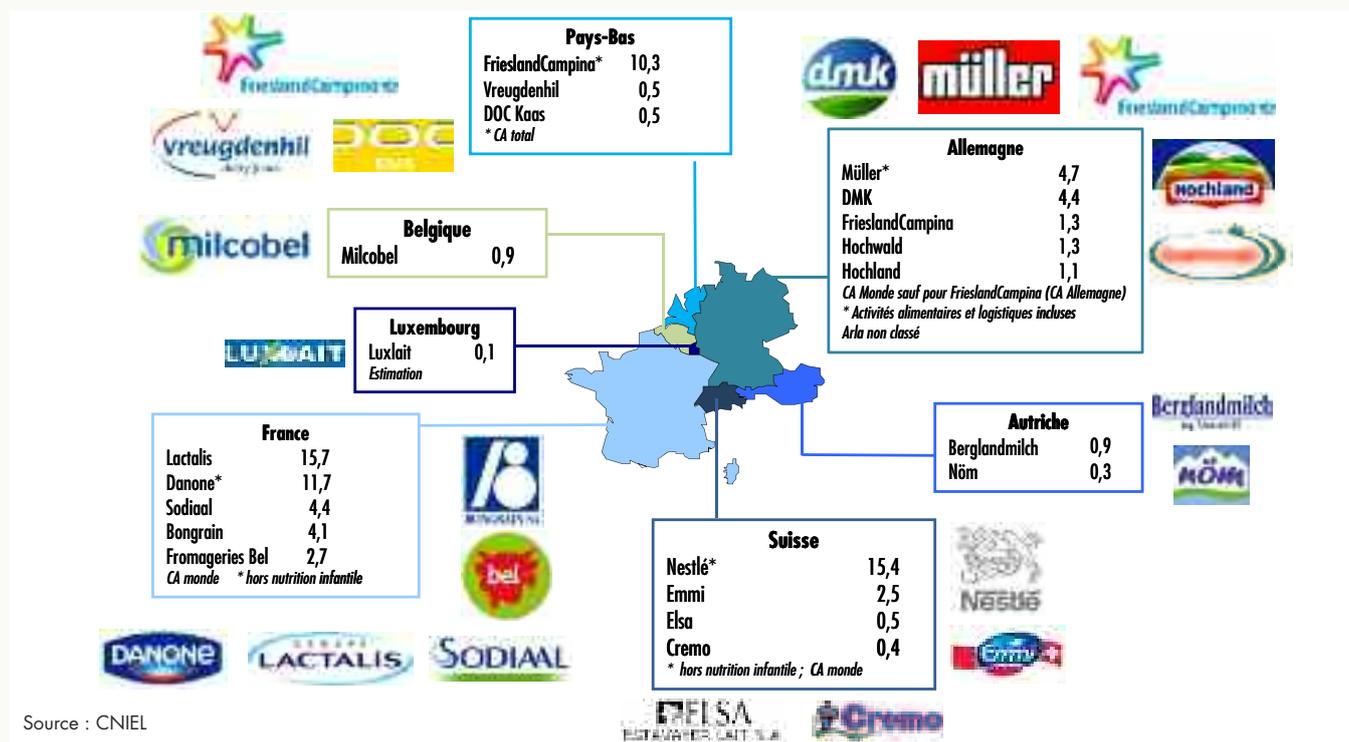
La **Sill** a acquis le fabricant de cocktail surgelés Saveurs Cristal, tandis que la **Laiterie Saint-Denis-de-l'Hôtel** a racheté le spécialiste des salades et des légumes prêts à consommer Crudettes.

4 LES TRANSFORMATEURS

EUROPE DE L'OUEST

LES LEADERS LAITIERS EN EUROPE DE L'OUEST

Chiffre d'affaires en 2012 en milliards d'euros



Des capacités supplémentaires dans les produits secs

Aux Pays-Bas, Vreugdenhil annonce un projet d'agrandissement de son usine de poudre de lait de Gorinchem, dont la capacité sera portée de 75 000 à 160 000 tonnes d'ici 2018. FrieslandCampina investit 245 millions € à Borculo et Leeuwarden pour accroître sa capacité d'exportation de lait infantile et de lait concentré. Le groupe chinois Ausnutria, qui a racheté 51% du capital de l'entreprise néerlandaise Hyproca en 2011, annonce un investissement de 67 millions € dans sa filiale pour accroître sa capacité de séchage de lait de vache et de chèvre. Enfin, Danone inaugure à Utrecht un nouveau centre de R & D dédié à la nutrition infantile, qui emploie 400 personnes.

En Allemagne, Hochwald consacre 60 millions € pour se doter d'un nouvel atelier de valorisation du lactosérum sur son site d'Hunfeld, et récupère 23 millions kg de lait supplémentaires auprès d'un groupement de 121 éleveurs précédemment liés au groupe autrichien Berglandmilch.

Le groupe japonais Morinaga annonce un plan d'investissement de 150 millions € sur 7 ans au sein de sa filiale allemande Milei, spécialisée en dérivés du lactosérum, et récupère 20 millions kg de lait de collecte sur base annuelle auprès d'éleveurs précédemment liés à la coopérative Schwarzwaldmilch. DMK investit

70 millions € sur le site Zeven, où il projette d'accroître la capacité de fabrication de poudre de lait de 50 000 à 115 000 tonnes par an.

Mais aussi dans les fromages

Aux Pays-Bas, FrieslandCampina rachète Zijerweld, le deuxième plus grand négociant fromager qui génère un chiffre d'affaires annuel de 400 millions €. Le groupe Fromageries Bel augmente la capacité de son site de Dalfsen de 36 000 à 42 500 tonnes par an. Le négociant A Ware cherche à contractualiser près d'un milliard de litres de lait par an pour approvisionner sa fromagerie localisée Heereveen qui sera opérationnelle en 2014.

En Belgique, Milcobel annonce son intention de doubler la capacité de fabrication de mozzarella de son site de Langemark et la porter ainsi à 50 000 tonnes par an. Autre fabricant belge de mozzarella, Fabrelac fait actuellement de la surenchère sur le prix du lait, escomptant doubler sa collecte pour la porter à 260 millions kg de lait par an.

De son côté, l'autrichien Berglandmilch porte la capacité annuelle de son site de découpe de fromages de Geinberg à 20 000 tonnes. Le bavaois Alpenhain accroît sa capacité de fabrication de pâtes molles à Lehen suite à un investissement de 10 millions €, DMK consacre 8 millions € à l'accroissement de son site de Dargun et installe une deuxième ligne de fabrication de fromages à Georgsmarienhütte.

EUROPE DU NORD

Des transformateurs étrangers offensifs au Royaume-Uni

Le Royaume-Uni connaît une effervescence en termes d'investissements qu'il n'avait plus connu depuis de nombreuses années, sur fond de forte rivalité entre les deux groupes étrangers **Müller Wiseman** et **Arla Foods** qui cherchent à asseoir leur leadership local. La plus grande usine de conditionnement de lait pasteurisé dans le monde, d'une capacité de plus d'un milliard de litres par an, a été inaugurée à l'automne 2013 par Arla Foods à Aylesbury.

De son côté, Müller Wiseman a mis en service une beurrerie d'une capacité annuelle de 45 000 tonnes et a racheté le fabricant de produits frais **Nöm UK**, en proie à des difficultés financières depuis de nombreuses années.

De leur côté, les principaux groupes laitiers britanniques traversent une passe difficile. Suite à la perte d'un important contrat avec le distributeur **Asda**, **First Milk** décide de fermer son site de conditionnement de fromages de Maelor et confie à **Adams Foods**, filiale britannique de l'**Irish Dairy Board**, le conditionnement à façon de 50 000 tonnes de fromages par an. De son côté, **Dairy Crest** ferme le site de sa filiale **Proper Welsh Milk** acquise quelques mois auparavant, cède son activité de livraison de lait de consommation à domicile dans le Nord-Ouest de l'Angleterre à **Creamline Dairies** et annonce la suppression de 150 emplois sur son site de Kirkby. En parallèle, Dairy Crest investit 45 millions € dans sa fromagerie de Davistow pour produire du lactosérum destiné à la fabrication d'aliments infantiles.

Toujours plus de fabrications en Irlande

En Irlande, malgré une surenchère du transformateur de l'Ulster **Strathroy Dairy** qui cherche avidement à accroître sa collecte, la fromagerie **Wexford Creamery** semblait début 2014 en passe de rejoindre **Glanbia Ingredients Ireland**. De son côté, la coopérative **Arrabawn** annonce un plan d'investissement de 20 millions € pour faire face à une

augmentation de 55% de sa collecte entre 2015 et 2020. Enfin, le groupe **Kerry** a conclu un partenariat dans la fabrication de lait infantile avec le groupe chinois **Beingmate**, qui investit 20 millions € dans l'opération.

En Suède, **Arla Foods** procède à une importante restructuration qui induit la fermeture de deux sites et la mise en service de la plus grosse usine européenne de *cottage cheese* à Falkenberg pour un montant de 20 millions €.

Au Danemark, **Arla Foods** investit 36 millions € pour regrouper ses activités de R & D sur un seul site à Aarhus, finalise la construction d'une usine de fabrication de lactose d'une capacité de 85 000 tonnes par an à Nr Vium pour un montant de 120 millions € et agrandit son site de fabrication de pâtes pressées à Taulov moyennant un investissement de 29 millions €.

En Finlande, **Valio** investit 10 millions € dans sa fromagerie de Joensuu, 15 millions € dans la fabrication de yaourts destinés au marché russe au sein du site d'Oulu, et 30 millions € sur le site de Tampere pour accroître la capacité de conditionnement de lait de consommation.

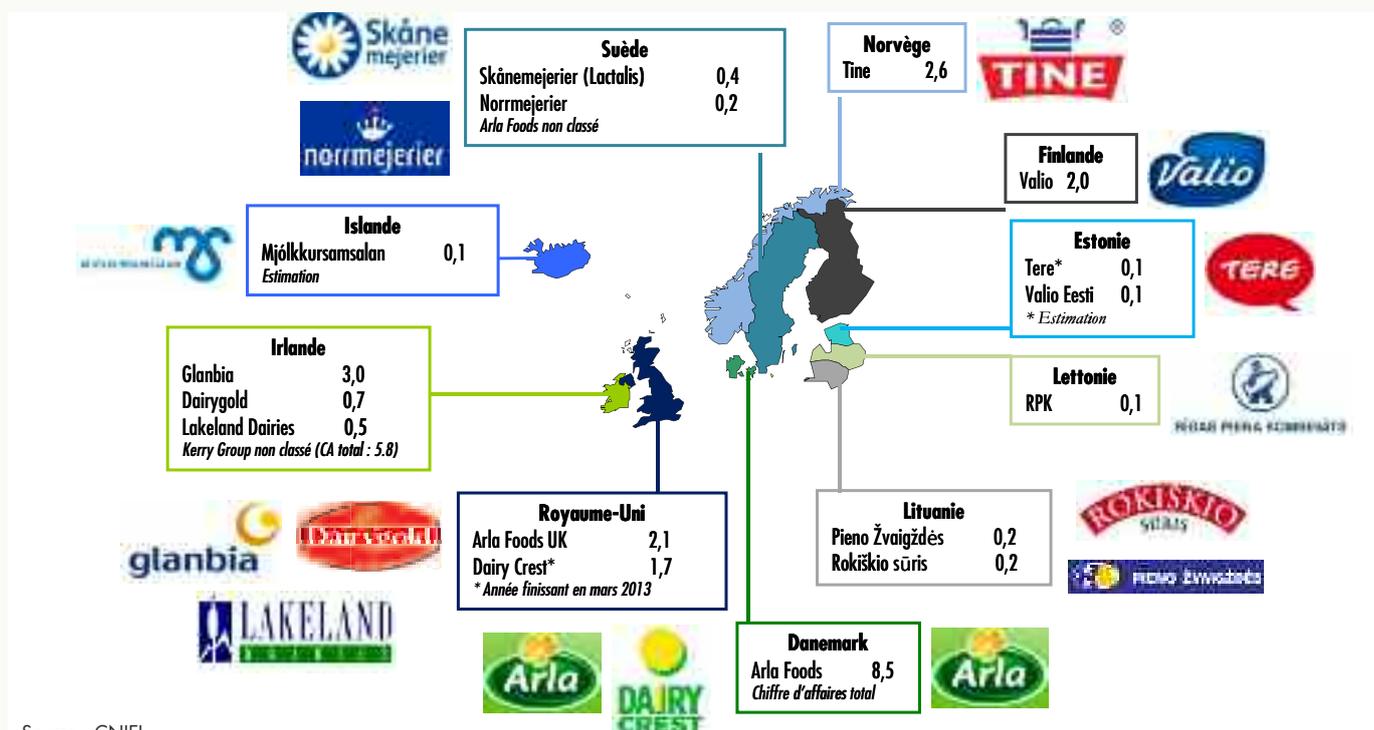
EUROPE DU SUD

Deux investissements dans le domaine des yaourts sont actuellement menés en Espagne : d'une part, le groupe français **Senoble** qui finalise la construction de sa deuxième usine à Talavera de la Reina pour un montant de 63 millions €, d'autre part le groupe espagnol **Reina** qui investit 12 millions € pour mettre en place une nouvelle usine à Malaga, opérationnelle à partir de 2015. **Lácteos García Baquero** poursuit la construction d'une très grande exploitation ovine à Villahermosa (Ciudad Real), qui à terme devrait compter 35 000 têtes sur 4 500 hectares, et représente un investissement de 20 millions €. Le groupe suisse **Emmi** a poursuivi son implantation en Italie, en rachetant le fabricant de desserts lactés **Rachelli** qui génère un chiffre d'affaires annuel de 25 millions €.

Rédaction Cniel

LES LEADERS LAITIERS EN EUROPE DU NORD

Chiffre d'affaires en 2012 en milliards d'euros



Source : CNIEL

5

LE MARCHÉ EUROPÉEN DES PRODUITS LAITIERS



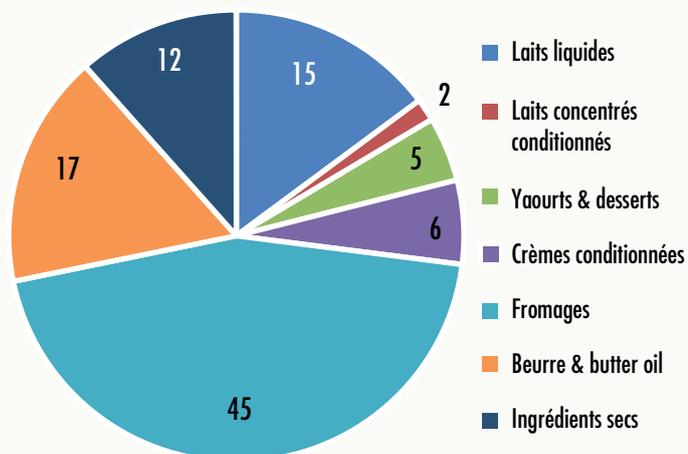
Du fléchissement au rebond

En 2013, les marchés européens des produits laitiers ont évolué à front renversé comparés à 2012. Au 1^{er} semestre, la collecte ralentie a contribué au redressement des cours des ingrédients laitiers, face à une demande internationale toujours forte. Au second, la reprise de la production a relancé les fabrications d'ingrédients laitiers pour le marché mondial. Sur l'année, le supplément de collecte a été essentiellement transformé en fromages.

Face à une demande européenne stagnante, l'UE a ainsi conforté sa place de premier exportateur mondial de fromages et de poudre de lactosérum. Elle a d'autre part presque maintenu ses exportations de poudres grasses, mais cédé sa place de premier exportateur de poudre maigre aux Etats-Unis.

COLLECTE 2013

UTILISATION DE LA COLLECTE EUROPÉENNE EN 2013 (% DE MSU)



45%

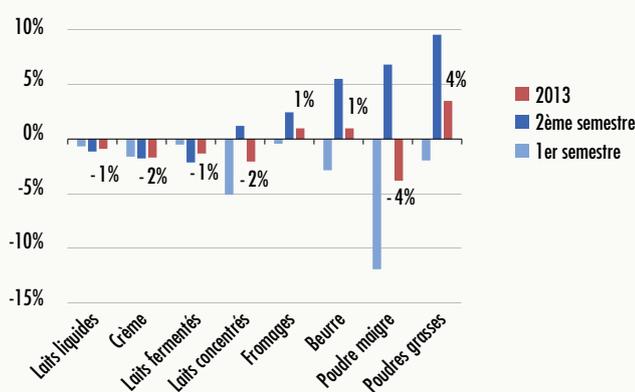
C'est la part du lait de l'UE transformé en fromages en 2013 d'après nos estimations.

L'utilisation de la collecte laitière européenne a sensiblement évolué en 2013. La part de la matière solide utile (MSU) du lait transformé en fromages a progressé de +1% à 45%. A l'inverse, le lait utilisé dans les fabrications de laits conditionnés, de yaourts, de desserts et de crème fraîche a reculé d'autant à 25%. Enfin, les fabrications de beurre et d'ingrédients secs (poudre maigre, poudres grasses, poudre de lactosérum et caséines) ont absorbé une part équivalente de MSU en 2013 qu'en 2012, d'après nos estimations.

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

FABRICATIONS 2013

ÉVOLUTION DES FABRICATIONS EUROPÉENNES EN 2013 (% SUR 2012)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

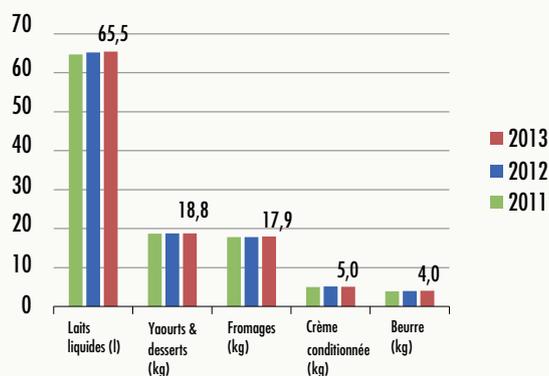
Les fabrications européennes ont évolué diversement selon les familles de produits. Au premier semestre, le ralentissement de la collecte s'est surtout répercuté sur les fabrications de poudre de lait et secondairement sur celles de beurre. Les fabrications de laits conditionnés, de laits fermentés et de crème et de fromages ont par ailleurs sensiblement fléchi.

Sur le second semestre, la reprise de la collecte européenne, très nette en fin d'année, a surtout relancé les fabrications de poudres grasses (+10% /2012) et secondairement celles de beurre (+5,5%) et de poudre maigre (+7%). Sur la même période, les fabrications de fromages ont aussi repris (+2,5% /2012), d'autant que les industriels laitiers ont été contraints de ralentir un peu plus les fabrications de produits frais et ultra-frais.

En somme, le surplus de collecte européenne, estimé à 1 million de tonnes de lait, a été surtout transformé en fromages, puis en poudres grasses.

CONSOMMATION 2013

CONSOMMATION MOYENNE PAR EUROPÉEN



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

L'utilisation intérieure de lait et de produits laitiers a très peu progressé en 2013. Après un bon premier semestre, elle a probablement marqué le pas au second. Selon nos estimations, la consommation apparente calculée par bilan a évolué au même rythme que la démographie en 2013. Soit un plafonnement sous les 280 kg équivalent lait par Européen. La consommation moyenne par habitant stagne pour toutes les grandes familles de produits à l'exception des fromages en légère hausse (+0,6%) à 17,9 kg et du beurre (+1,5%).

Des évolutions contrastées selon les pays

La consommation a évolué très diversement selon les pays, notamment dans les quatre principaux qui réunissent la moitié de la population de l'UE à 28.

En **Allemagne**, la consommation des ménages a été déprimée toute l'année. Ils ont réduit leurs achats de 1% pour les fromages à 4% pour le beurre et les laits conditionnés, probablement sous l'effet des fortes hausses des prix au détail et du ralentissement économique. Entre le début et la fin 2013, le prix du lait UHT ½ écrémé a progressé de +19%, le beurre de +25%, le gouda jeune de +20%.

En **Italie**, la baisse de consommation, de l'ensemble des produits laitiers, est encore plus prononcée, d'après les estimations d'ISMEA. Calculée par bilan, elle a chuté de 4% à 15,6 millions de tonnes équivalent lait, couvertes à près de 60% par des importations de lait et de produits laitiers. Dans le même temps, malgré une production en léger repli (-2%), les exportations italiennes de produits laitiers, essentiellement composées de fromages de garde à haute valeur ajoutée, ont progressé de 7,5% en équivalent lait. La consommation a surtout fléchi au premier semestre.

Au **Royaume-Uni**, en revanche, la consommation est demeurée dynamique. Les ménages ont acheté davantage de laits conditionnés (+2% /2012) et de fromages (+1%) en volume, face à des hausses modérées de prix, comprises entre 1 et 2%, selon les produits.

PRODUCTION ET CONSOMMATION DANS L'UE À 28

millions de tonnes de lait	2012	2013e	2013/12 (%)
Production	156	156	=
Collecte	140	141	0,7%
Variation de stocks	-1	0	
Importations	2	1	-12%
Exportations	17	16	-4%
Utilisation intérieure	141	142	+0,3%
Consommation (kg/hab.)	279	279	=

e : estimations

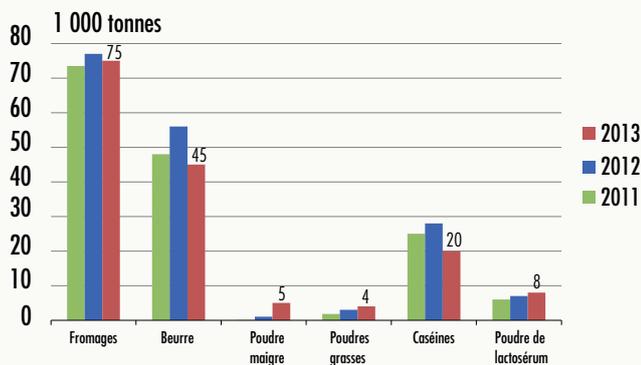
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat & ZMB

5 LE MARCHÉ EUROPÉEN DES PRODUITS LAITIERS

COMMERCE EXTÉRIEUR 2013

Le solde commercial de l'UE n'a pratiquement pas varié en volume mesuré en équivalent lait, mais s'est amélioré en valeur. D'un côté, les exportations extra-communautaires ont marqué le pas à 16 millions de tonnes équivalent lait, d'après nos estimations. De l'autre, les importations ont sensiblement baissé à 1,4 million de tonnes de lait.

IMPORTATIONS DE PRODUITS LAITIERS DE L'UE 28



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

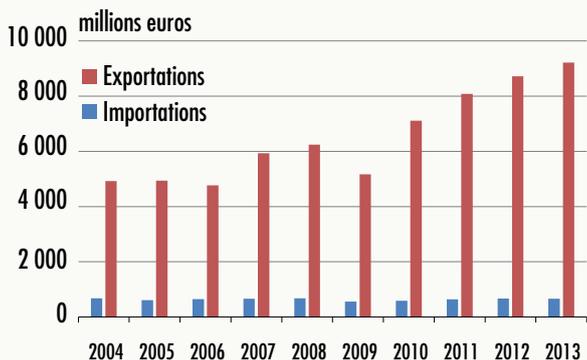
Des importations réduites

Les importations extra-communautaires de produits laitiers ont globalement reculé en 2013. Estimées à 1,4 million de tonnes équivalent lait, elles couvrent à peine 1% de la consommation européenne. Ces produits entrent à droits de douane nuls ou réduits dans le cadre de contingents d'importation.

Les importations de **fromages** se composent pour les 2/3 en volume de fromages de garde suisses dont les flux se sont maintenus, tandis que les achats de fromages océaniques ont reculé faute de disponibilités.

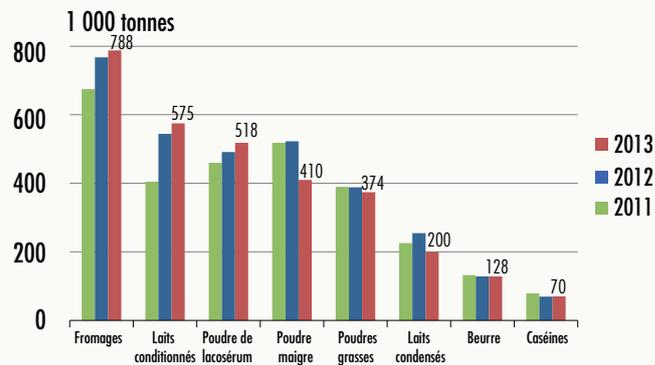
Les importations de **beurre**, presque exclusivement néozélandais, ont là aussi chuté (-20% /2012) faute de disponibilités. La Nouvelle-Zélande bénéficie d'un contingent annuel de 77 000 tonnes à droit de douane nul.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UE 28



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS DE PRODUITS LAITIERS DE L'UE 28



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Des exportations à peine maintenues en volume

En 2013, les exportations extra-communautaires ont sensiblement baissé, de -3% tous produits confondus. Elles ont été ramenées de 16,6 à 16,0 millions tonnes équivalent lait. Ainsi 11% de la collecte européenne a été transformée en produits laitiers expédiés vers les pays tiers. Les expéditions ont globalement chuté de 10% sur le premier semestre, puis ont fortement repris au cours du quatrième trimestre dans la foulée de la reprise de la collecte européenne.

Les exportations ont diversement évolué selon les familles de produits. Les ventes de **laits conditionnés** sont très dynamiques (+10% /2012). Portées à près de 575 000 tonnes, les expéditions ont doublé depuis 2010. Les ventes ont littéralement explosé vers la Chine, la première destination. Désormais des containers de briques de lait sont acheminés par bateau via les ports d'Anvers, de Hambourg et depuis peu de Rouen. Deux pays, l'Allemagne et la France, ont ainsi assuré plus de la moitié des expéditions.

Les exportations de **poudre de lait** (grasses et maigre) ont évolué de façon chaotique. Elles ont fortement chuté sur le premier semestre, puis ont rebondi durant le quatrième trimestre. En somme, les exportations annuelles ont fléchi de 15% par rapport au volume record enregistré de 2012, revenant ainsi à leur niveau de 2010. Les exportations de **poudre de lactosérum** ont progressé de 5%, tandis que celles de **fromages** ont poursuivi leur ascension régulière (+3%).

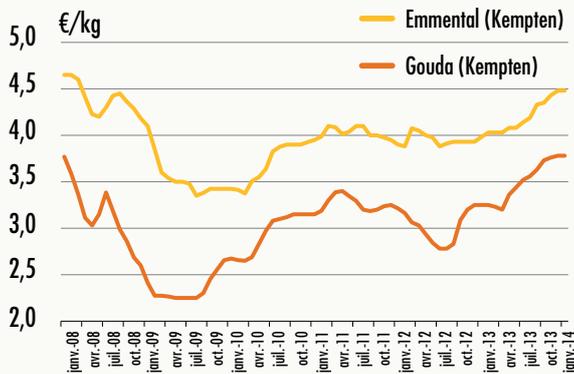
Des exportations croissantes en valeur

Estimées à 9,2 milliards d'euros, les exportations reposent pour 40% sur les expéditions de fromages pour 30% sur celles de poudres de lait et pour 10% sur celles de poudre de lactosérum.

MARCHÉ DES FROMAGES

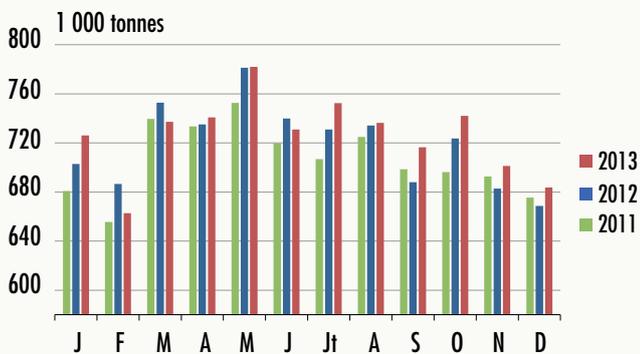
L'Union européenne a conforté son leadership sur le marché mondial des fromages. Toutefois, les fabrications ont été moins dynamiques qu'en 2012 en raison d'une demande européenne plutôt molle et de la très bonne valorisation des fabrications de beurre/poudre maigre sur le second semestre.

COURS DES FROMAGES AU STADE DE GROS



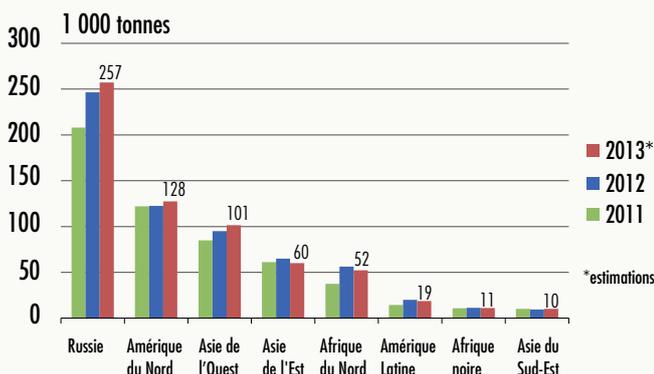
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après ZMB

FABRICATIONS DE FROMAGES DANS L'UE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS DE FROMAGES SELON LES DESTINATIONS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

17,9 kg/hab.

c'est la consommation moyenne de fromages par Européen en 2013.

Hausse progressive des cours des fromages ingrédients

Le cours du gouda, coté au stade de gros sur le marché de Hanovre (Allemagne), s'est apprécié de 18% d'avril à décembre, terminant l'année 2013 à 3,78 €/kg. Le prix moyen annuel, porté à 3,48 €/kg, se situe +15% au-dessus de son niveau de 2012.

Le cours de l'emmental, moins dépendant des marchés des ingrédients s'est apprécié modérément (+11%) à 4,18 €/kg en 2013. Les prix des fromages italiens ont stagné, si bien que les cours annuel du Parmesan et du Grana, respectivement 8,74 €/kg et 8,30 €/kg, ont peu varié d'une année sur l'autre. En 2012, leur orientation était à l'inverse sensiblement haussière.

Progression modérée des fabrications européennes

Les fabrications européennes de fromages (toutes familles confondues) ont faiblement progressé en 2013 (+1%). Ralenties sur le premier semestre (-1%), elles ont rebondi sur le second semestre (+2%) avec la reprise de la collecte européenne. Les fabrications ont surtout progressé aux Pays-Bas, au Danemark, en Pologne et en Allemagne grâce au dynamisme de la collecte. Elles ont en revanche de nouveau diminué en Italie (-2%), tandis qu'elles sont demeurées stables en Irlande. Rappelons que cinq pays réalisent les trois quarts des fabrications européennes : l'Allemagne (26%), la France (21%), l'Italie (12%), les Pays-Bas (9%) et la Pologne (8%).

Consommation européenne peu dynamique

Calculée par bilan, la consommation européenne de fromages a progressé timidement (+1%), guère plus vite que la population. Estimée en moyenne à 17,9 kg/habitant en 2013, elle est pratiquement stable depuis 2011.

Des exportations toujours croissantes

Estimées à 790 000 tonnes, nouveau record, les exportations ont progressé modérément (+3%) vers les pays tiers. Elles ont surtout progressé en partance des Pays-Bas (+15%) à 146 000 tonnes, devenu le premier exportateur européen devant l'Allemagne, de France (+10%), de Pologne (25% à 67 000 tonnes) et du Danemark (+20% à 58 000 tonnes). Elles ont faiblement progressé en partance d'Italie (+4% 85 000 tonnes). Les expéditions d'Allemagne ont à l'inverse chuté de 28% à 140 000 tonnes. Outre-Rhin, les transformateurs ont privilégié les fabrications de beurre/poudre plus profitables. Malgré le tassement allemand, ces six pays représentent 72% des exportations extracommunautaires.

Ce sont surtout les fromages fondus (+23%/2012), suivis des fromages frais (+9%) et des pâtes pressées cuites (+6%) qui ont progressé en volume. En revanche, les pâtes pressées non cuites, (44% des expéditions en volume) ont plafonné, malgré le dynamisme des flux sur la Russie. Les Pays-Bas n'ont fait que compenser le tassement des ventes allemandes.

Les exportations européennes ont progressé vers les principales destinations, à l'exception du Japon (-12%/2012). La Russie demeure le premier client (1/3 des volumes) qui achète toujours plus de fromages ingrédients, devant les Etats-Unis (100 000 tonnes) dont les achats se composent pour une bonne part de spécialités fromagères italiennes et françaises.

5 LE MARCHÉ EUROPÉEN DES PRODUITS LAITIERS

MARCHÉ DU BEURRE

Le marché du beurre a été euphorique presque toute l'année. La hausse des cours n'a pas affecté la consommation. Fabrications et exportations se sont globalement maintenues sur l'année, avec cependant des évolutions contrastées entre les deux semestres.

COURS DU BEURRE CUBE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après ATLA & ZMB

A presque 4 000 €/tonne en moyenne annuelle, la cotation ATLA du beurre vrac en France atteint un record historique, supérieur de 30% à celle de 2012. Elle a littéralement bondi (+30% ou + 1 000 €) durant le printemps à 4 400 €/tonne en juin, pour revenir ensuite à 4 000 €/tonne à la fin de l'été, niveau qu'elle a conservé durant l'automne. Dans le même temps, le prix du beurre européen expédié sur le marché mondial s'est aussi apprécié, mais plus modérément (+21%) à 3 250 €/tonne en moyenne annuelle.

Des fabrications européennes contrastées d'un semestre à l'autre

Elles ont été très ralenties (-6% /2012) durant l'hiver, stationnaires durant le printemps, avant de rebondir sur le second semestre (+4%) sous l'effet de la reprise de la collecte européenne. En somme, elles ont été globalement stables d'une année sur l'autre. Elles ont d'un côté reculé en Allemagne et en France, et de l'autre progressé en Pologne,

en Irlande et aux Pays-Bas. Ces cinq pays comptabilisent les 2/3 des fabrications européennes.

Les transformateurs ont peu utilisé le dispositif d'aide au stockage privé, ouvert entre le 1er mars et le 1er septembre. 90 000 tonnes de beurre en ont bénéficié, contre 133 000 tonnes en 2012. Faibles toute l'année, les stocks privés sont tombés en décembre à 20 000 tonnes, leur plus bas niveau historique.

Consommation européenne solide

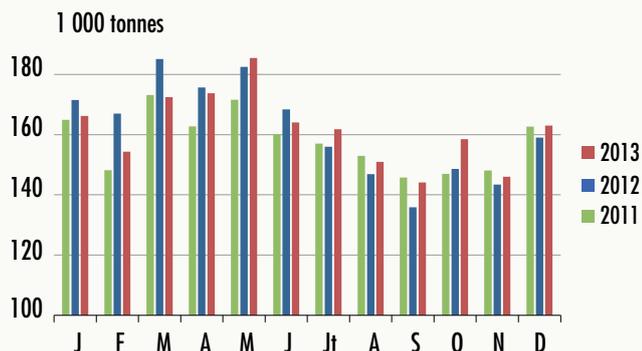
Estimée par bilan, l'utilisation européenne de beurre a progressé au même rythme que la démographie, la consommation moyenne par habitant demeurant stable à 4,0 kg. Cette consommation individuelle varie de moins de 1 kg en Espagne, en Grèce, en Roumanie à 7,6 kg en France, presque 6 kg en Allemagne, 5 kg en Autriche.

Des exportations finalement stationnaires

Estimées à 128 000 tonnes, les exportations ont été globalement stationnaires d'une année sur l'autre vers les pays tiers. Elles ont été plutôt dynamiques (+10%) sur le premier semestre, malgré le tassement des fabrications. Les fabricants ont alors moins stocké de beurre de report et ainsi répondu dans la mesure du possible à une demande internationale nerveuse face au retrait précipité de la Nouvelle-Zélande, à court de disponibilités. Les exportations européennes de beurre ont ensuite faibli sur le second semestre, face au retour en force de beurre néo-zélandais toujours très compétitif.

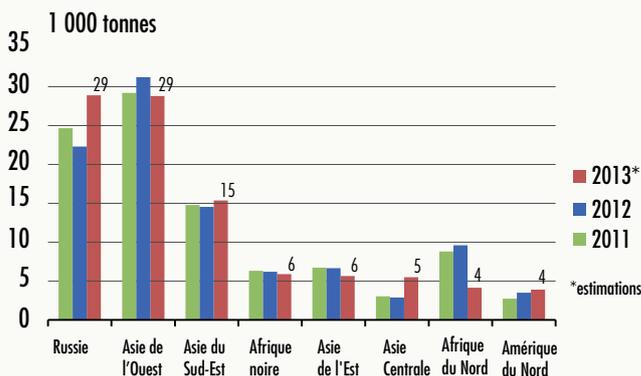
La France a conforté sa position de leader européen sur les marchés tiers (+10% /2012) à 35 000 tonnes, loin devant les Pays-Bas qui ont décroché (-18%) à 21 000 tonnes. La Belgique et le Danemark améliorent leur position. Avec l'Allemagne et la Finlande, second exportateur principalement vers la Russie, ces six pays assurent 70% des exportations extra-communautaires.

FABRICATIONS DE BEURRE DANS L'UE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS DE BEURRE SELON LES DESTINATIONS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

POUDRES DE LAIT

Le marché des poudres de lait est demeuré tendu presque toute l'année faute de disponibilités. Malgré la reprise des fabrications sur le second semestre, l'UE n'a pu maintenir ses exportations, historiquement élevées en 2011 et 2012. En revanche, les exportations de poudre de lactosérum sont toujours plus dynamiques, notamment vers l'Asie.

COURS DE LA POUDRE MAIGRE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après ATLA & ZMB

Le marché européen des protéines laitières a bénéficié de la pénurie quasi permanente de disponibilités sur le marché mondial. À 3 050 €/tonne en moyenne annuelle, la cotation ATLA de la poudre maigre a bondi de +25% d'une année sur l'autre. Après le rebond intervenu au printemps, son prix au stade de gros n'a cessé de s'apprécier pour terminer l'année à 3 325 €/tonne. Son prix demeure toutefois éloigné du niveau record (4 050 €/tonne) atteint en août 2007.

Des fabrications européennes contrastées

L'évolution des fabrications européennes de poudres de lait (maigre et grasses) a été plus contrastée que celles de beurre. Elles ont chuté au 1^{er} semestre (-9% /2012), puis ont rebondi au second semestre (+8%). En somme sur 2013, elles ont marqué le pas (-1%) par rapport à 2012. D'un côté, les fabrications annuelles de poudres grasses ont progressé (+3,5% /2012). De l'autre, celles de poudre maigre ont reculé (-4%), mais restent relativement plus importantes : 60% du volume total des poudres de lait fabriquées.

L'Allemagne et la France, les deux principaux pays fabricants de poudre de maigre ont fait jeu égal, réalisant ensemble presque 60% des fabrications européennes.

Les transformateurs allemands ont fortement développé les fabrications de poudres grasses (+26% /2012) et ainsi talonné les Pays-Bas qui enregistrent une croissance plus modérée (+5%). Avec la France et le Danemark, ces quatre pays ont réalisé 60% des fabrications européennes de poudres grasses en 2013.

Des exportations réduites, faute de disponibilités

Les exportations européennes de poudres de lait ont chuté (-14% /2012) vers les Pays Tiers. Elles ont reflué dans toutes les directions à l'exception des ventes sur l'Asie du Sud-Est. Les ventes sur l'Afrique du Nord ont décroché de 40% à moins de 130 000 tonnes. L'Algérie, le principal client, a réduit de 40% ses achats de poudre maigre et de -25% ceux de poudres grasses à 42 000 tonnes.

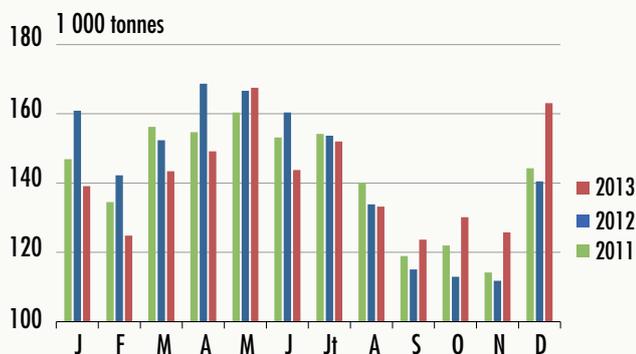
L'UE a en revanche gagné des positions en Chine. Ses ventes de poudre maigre et de poudres grasses ont respectivement bondi de +80% à 40 000 tonnes et de +150% à 15 000 tonnes. La polémique sur la qualité des poudres néo-zélandaises a renforcé la très bonne image des poudres européennes, notamment des poudres de laits infantiles.

Cinq pays membres assurent les 3/4 des exportations : les Pays-Bas (25%), suivis au coude à coude par la Belgique, la France, l'Allemagne et le Danemark, entre 100 et 110 mille tonnes chacun.

Des expéditions croissantes de poudre de lactosérum

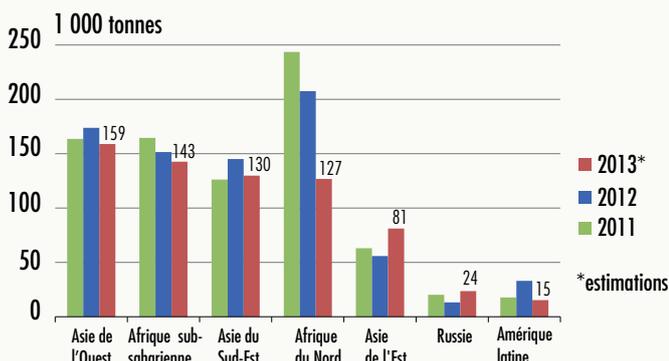
Par ailleurs, l'UE a accru ses exportations de poudre de lactosérum (+3%) dont le tiers part de France, loin devant la Pologne, les Pays-Bas et l'Allemagne. Les trois quarts des volumes sont expédiés en Asie de l'Est et du Sud-Est, en premier lieu vers la Chine qui absorbe à elle seule le tiers des exportations européennes. La fermeté de la demande internationale a maintenu les cours à un haut niveau, à 960 €/tonne en moyenne sur l'année 2013.

FABRICATIONS DE POUDRES DE LAIT DANS L'UE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS DE POUDRES DE LAIT SELON LES DESTINATIONS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

6

LE MARCHÉ FRANÇAIS DES PRODUITS LAITIERS



Des débouchés contrastés

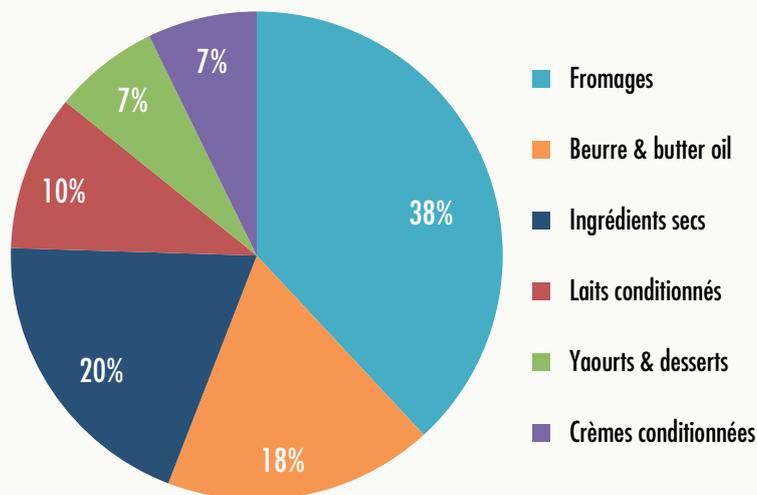
L'année 2013 a été marquée par une demande intérieure morose qui contraste avec l'euphorie observée sur les marchés mondiaux.

Les fabrications françaises sont très diversifiées et permettent de jouer sur les différents circuits de commercialisation du lait.

Si l'approvisionnement national en produits laitiers constitue une base solide pour l'industrie française et permet de valoriser plus des deux-tiers de la collecte laitière nationale, la croissance du chiffre d'affaires de la transformation s'est faite en 2013 quasi essentiellement à l'export avec des ventes supplémentaires de fromages sur le marché européen et d'ingrédients laitiers sur les pays tiers.

COLLECTE 2013

UTILISATION DE LA COLLECTE FRANÇAISE EN 2013



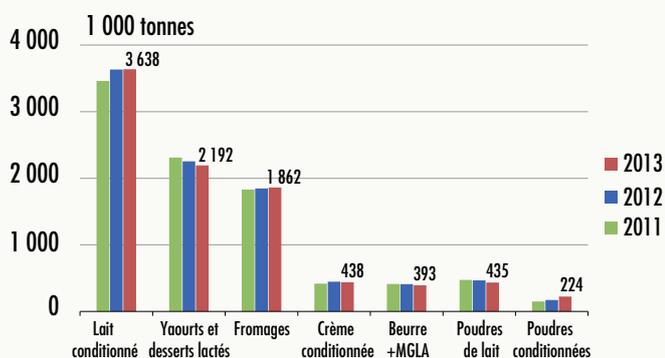
Les fabrications françaises sont majoritairement constituées de PGC (76% en 2013), d'après nos estimations. La France fabrique plusieurs centaines de fromages différents : près d'1,9 million de tonnes en 2013, fromages frais compris, qui ont absorbé 38% de la collecte nationale (en équivalent matière sèche utile du lait). La part des fabrications fromagères dans les transformations françaises ne cesse de croître, tirée par une demande nationale toujours positive et une demande à l'export en forte croissance. La part des autres PGC, laits conditionnés, yaourts et crèmes, a légèrement reculé du fait de la morosité de la consommation nationale. Les fabrications de matières grasses ont également reculé, malgré l'augmentation des cours sur le marché mondial, et accentué le déficit structurel en matières grasses laitières.

En revanche, la part des fabrications d'ingrédients secs a augmenté significativement, notamment avec la reprise de collecte au second semestre. Le conditionnement de poudres de lait a notamment bondi (+31%), ceci a provoqué une baisse des poudres commercialisées en vrac (-7%). Les industriels ont ainsi profité de la demande au grand export, notamment celle de la Chine.

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

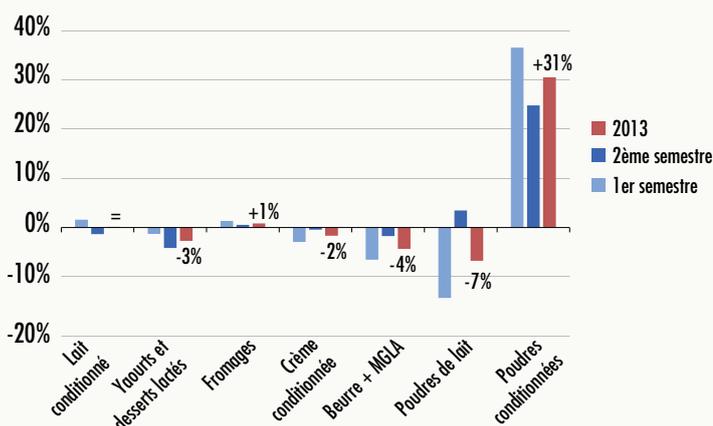
FABRICATIONS 2013

FABRICATIONS FRANÇAISES DE PRODUITS LAITIERS



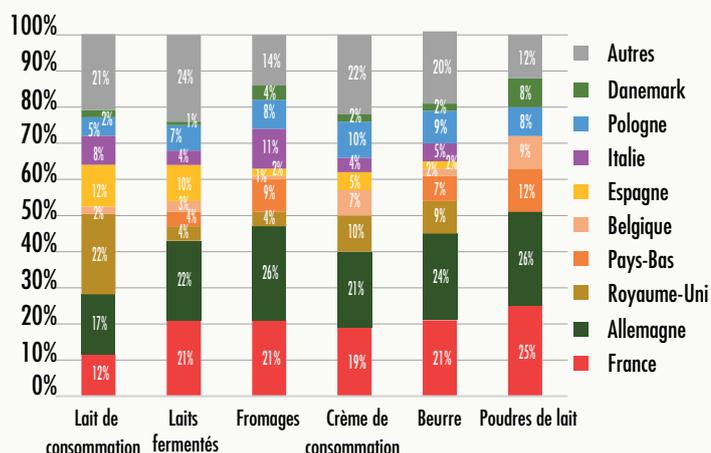
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

ÉVOLUTION DES FABRICATIONS FRANÇAISES EN 2013 (% SUR 2012)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

PLACE DE LA FRANCE DANS LES FABRICATIONS EUROPÉENNES DE PRODUITS LAITIERS EN 2013



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Impactées par le recul marqué de la collecte sur le premier semestre, les fabrications de produits laitiers ont globalement reculé. Le regain de production en fin d'année a davantage profité aux fabrications de poudres, dont la demande explose pour le grand export.

Des fabrications de laits liquides et de produits ultra-frais moroses

Les PGC sont généralement produits au plus près du consommateur sur le territoire national. Ils sont ainsi davantage impactés par les évolutions de la demande nationale, relativement morose ces dernières années dans un contexte de crise économique. Ainsi, les fabrications de laits conditionnés ont été stationnaires alors qu'elles progressaient auparavant au rythme de la croissance démographique. De même, les fabrications de produits ultra-frais, dont la consommation poursuit son érosion, ont enregistré un recul marqué (-3%). La France reste cependant 3^{ème} producteur de laits conditionnés, derrière l'Allemagne et le Royaume-Uni, et 2nd producteur de laits fermentés.

Les fabrications de fromages restent dynamiques

Les fabrications de fromages, tirées par une demande à l'export en expansion et une légère revalorisation sur le marché national, ont progressé (+1%). La France occupe le rang de second producteur de fromages derrière l'Allemagne et devant l'Italie, les Pays-Bas et la Pologne. Les fabrications françaises sont cependant constituées de davantage de fromages de « spécialités » qu'en Allemagne, mieux valorisés que les fromages « ingrédients ». En outre, la part de la production laitière sous Appellation d'Origine Protégée atteint 10% en France et près de 50% en Italie contre moins de 1% en Allemagne, aux Pays-Bas ou en Pologne.

Un déficit structurel de matières grasses

Malgré une consommation française bien orientée, les fabrications de beurre (-4%) et de crèmes (-2%) ont subi les effets du manque de lait. La baisse des volumes a été plus marquée en début d'année, avant que les cours des matières grasses n'exploient.

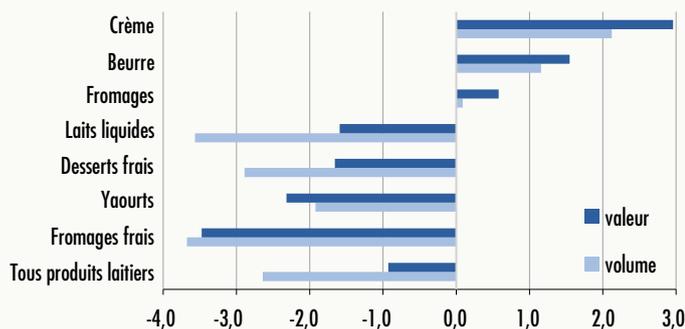
Une réorientation des fabrications vers les poudres conditionnées

A l'inverse, les fabrications d'ingrédients secs (poudres de lait, poudres de lactosérum, caséines, etc.) ont été très dynamiques, mais très probablement limitées par les disponibilités laitières. Toutes poudres de lait confondues, les fabrications ont progressé de 3%. Mais ce sont les poudres conditionnées qui ont tiré leur épingle du jeu (+31%) aux dépens des poudres en vrac (-7%) moins bien valorisées. Ces dernières ont cependant vu leurs fabrications profiter du regain de collecte de fin d'année. Les opérateurs ont ainsi pu profiter de la forte demande chinoise et de la défiance des importateurs chinois à l'égard des fabrications de Fonterra.

6 LE MARCHÉ FRANÇAIS DES PRODUITS LAITIERS

CONSOMMATION 2013

ÉVOLUTION DES VENTES ANNUELLES DE PRODUITS LAITIERS EN GMS (% SUR 2012)

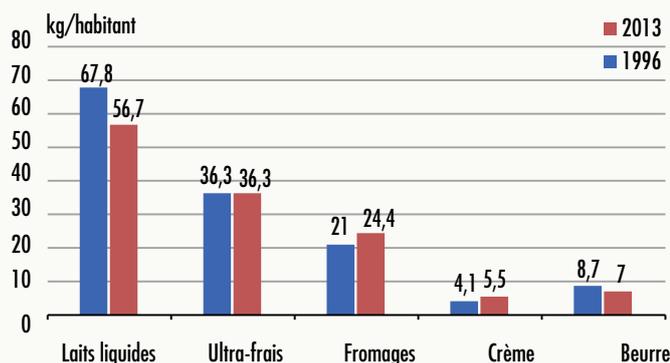


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après IRI-Cniel

Achats des ménages moroses

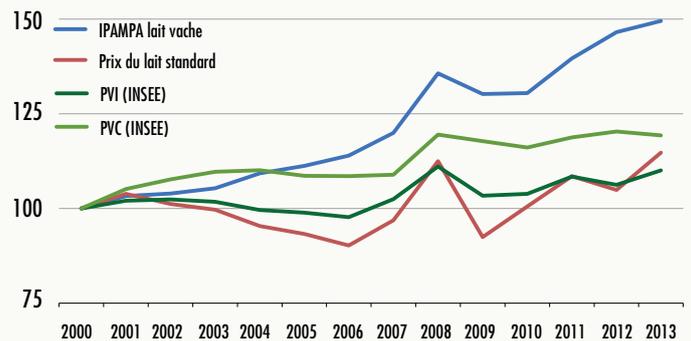
La grande distribution a vendu moins de produits laitiers en volume (-3% /2012), selon IRI-CNIEL. Elle a à peine maintenu son chiffre d'affaires grâce à la hausse modérée (+2%) du prix moyen d'achat des ménages. Cette évolution correspond davantage à une perte de vitesse des MDD et des premiers prix au profit des marques nationales qu'à une réelle augmentation du prix des produits. Seuls les achats de matières grasses, beurre comme crèmes conditionnées, ont enregistré des progressions toute l'année, en volume comme en valeur. Les ventes de fromages se sont stabilisées mais la légère hausse du prix moyen a permis d'améliorer le chiffre d'affaires. En revanche, les marchés des ultra-frais et des laits conditionnés sont toujours déprimés. La grande distribution y enregistre une baisse de 2% de son chiffre d'affaires.

ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION INDIVIDUELLE DE PRODUITS LAITIERS EN FRANCE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Cniel, Eurostat et FranceAgriMer

INDICE DU PRIX DU LAIT ET DES PRODUITS LAITIERS (100 EN 2000)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INSEE & SSP

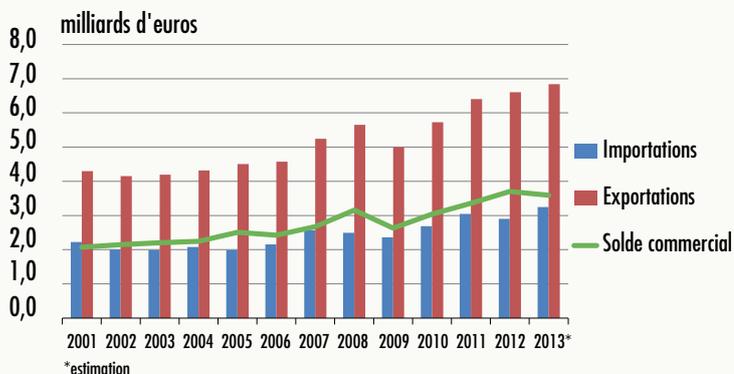
Une difficile transmission du prix

L'analyse de la transmission des prix entre acteurs de la filière témoigne de nouveau de la guerre des prix que se livrent les distributeurs. Malgré la bonne orientation des marchés internationaux, l'augmentation du prix du lait s'est faite attendre en France alors même que les coûts à la production ont atteint des niveaux historiques. Les industriels se trouvent par ailleurs confrontés à d'importantes difficultés pour faire accepter des hausses à la distribution. Néanmoins, l'intervention du Médiateur de la République a permis une légère revalorisation des prix de vente industriels (PVI) dont l'indice annuel a progressé de 4% /2012. L'indice des prix de vente aux consommateurs (PVC) a pour sa part reculé de 1%, réduisant ainsi très légèrement l'écart qui s'est creusé entre ces deux indices sur longue période.

Les Français, grands consommateurs de fromages et de matières grasses

Estimée à 56,7 kg par habitant en 2013, la consommation par habitant de laits liquides poursuit son érosion. Elle est largement inférieure à la moyenne européenne de 65,5 kg par habitant. De même, la consommation de produits ultra-frais, après une forte période de croissance jusqu'en 2007 où elle dépassait les 40 kg/habitant, s'est érodée depuis, revenant en 2013 au niveau de 1996. En revanche, à 24,4 kg/hab., les Français sont parmi les plus grands consommateurs de fromages au monde, majoritairement de type « affinés » (18 kg/hab.). La part des fromages sous Appellation d'Origine Protégée restent relativement stable, comptant pour 14% des ventes en volume et 21% en valeur. Les Français sont également de grands consommateurs de matières grasses laitières. La consommation de crèmes a progressé de plus de 30% depuis 1996. Ses multiples déclinaisons et sa facilité d'utilisation lui confèrent un statut de « sauce » utilisable dans de nombreuses circonstances. La consommation de beurre a en revanche suivi une évolution inverse : si les achats des ménages se sont érodés sur longue période pour se concentrer davantage sur des beurres de « spécialités », l'utilisation industrielle s'est fortement développée.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR



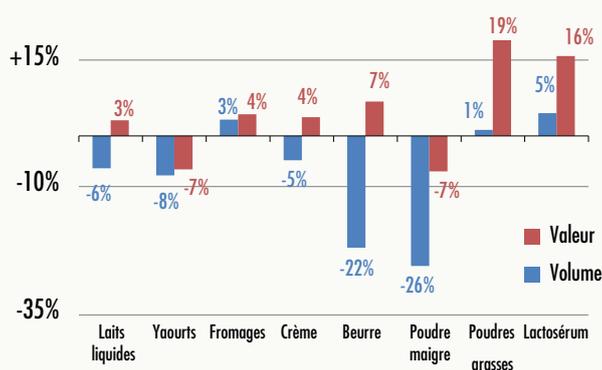
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Cniel & SSP

En 2013, l'excédent commercial français s'est dégradé malgré une progression significative des exportations.

Les achats de matières grasses grèvent le solde commercial

D'après nos estimations, à plus de 6,8 milliards d'euros, la valeur des exportations de produits laitiers s'est appréciée de près de 4% en 2013, après une hausse de 3% en 2012. Simultanément, les importations ont bondi de 12%, à près de 3,2 milliards d'euros. Dans un contexte d'euphorie des cours, la valeur des importations a progressé dans toutes les familles de produits, malgré le recul des volumes achetés de laits liquides, de crème, de poudre de lait écrémé et de lait concentré. Mais ce sont surtout les importations de beurre qui ont bondi de 13% en valeur et de 31% en volume, contribuant pour près de 22% aux importations totales. Ainsi, pour la première année depuis 2009, le solde commercial français s'est sensiblement dégradé (-3%), à 3,6 milliards d'euros d'après nos estimations.

ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS ANNUELLES EN 2013 (% SUR 2012)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

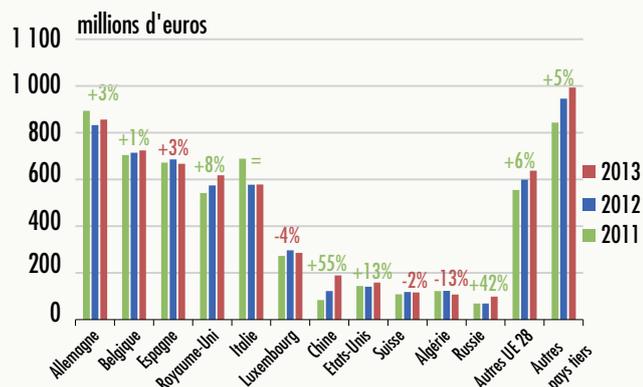
Recul des envois de PGC et de matières grasses

Le déficit de collecte sur la première partie de l'année a logiquement impacté les exportations françaises. Les produits les moins valorisés à l'export, laits liquides et yaourts, ont enregistré une baisse significative de leurs envois (respectivement -6% et -8%). Le recul a été très marqué vers l'Union européenne alors que les ventes de laits liquides vers les pays tiers ont bondi, en volume (+11%), comme en valeur (+15%). Les expéditions de beurre et de crème ont aussi logiquement reflué du fait de la baisse des disponibilités. L'explosion des cours a cependant permis de compenser le recul des volumes.

Des expéditions de fromages et d'ingrédients secs bien orientées

La France a conforté ses exportations de fromages. En hausse de 4% en valeur et de 3% en volume, elles contribuent pour 44% au total exporté en 2013. Les expéditions d'ingrédients secs ont également progressé, malgré la baisse des exportations de poudre maigre. La France a commercialisé davantage de poudres grasses et de poudre de lactosérum, très demandées en Chine.

ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS FRANÇAISES DE PRODUITS LAITIERS SELON LES DESTINATIONS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Forte croissance des expéditions vers les pays tiers

Tous produits confondus, les ventes vers l'UE, 72% des exportations totales, ont progressé modérément (+2% en valeur) et moins vite que vers les pays tiers (+9%). Les ventes sur la Chine ont littéralement explosé (+55% /2012) à près de 190 millions d'euros. Ce pays est devenu le premier client extra-communautaire devant les États-Unis et la Suisse. Suite aux problèmes sanitaires rencontrés par Fonterra, les achats chinois se sont réorientés vers les produits européens. Les exportations vers les États-Unis et la Russie ont également enregistré des hausses prononcées, respectivement de +13% et de +42%.

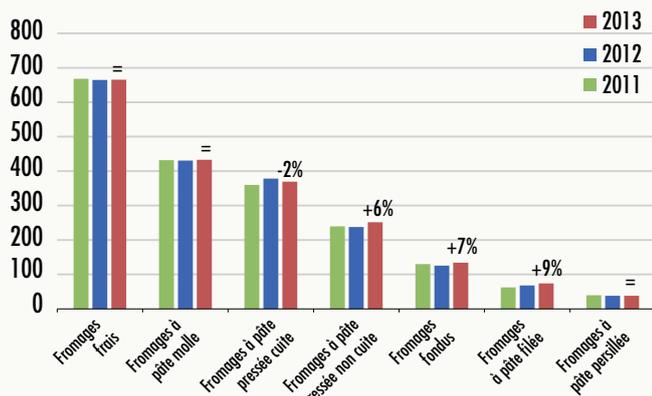
6 LE MARCHÉ FRANÇAIS DES PRODUITS LAITIERS

1,97 million de tonnes

C'est le total des fabrications françaises de fromages en 2013.

FROMAGES FRANÇAIS

ÉVOLUTION DES FABRICATIONS DE FROMAGES PAR TYPE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

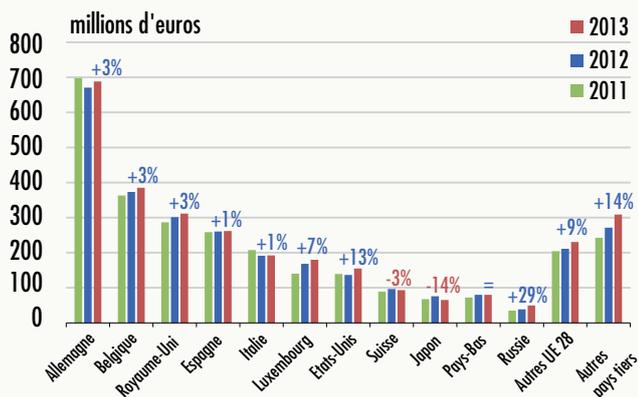
Des fabrications de fromages frais stables

Malgré une consommation française déprimée, les fabrications de fromages frais sont restées stables en 2013. Les transformateurs ont accru leurs ventes à l'export, en hausse de 7% à 268 000 tonnes, en raison de l'amélioration de la compétitivité des fromages frais français sur le marché européen.

Les pâtes molles stabilisées

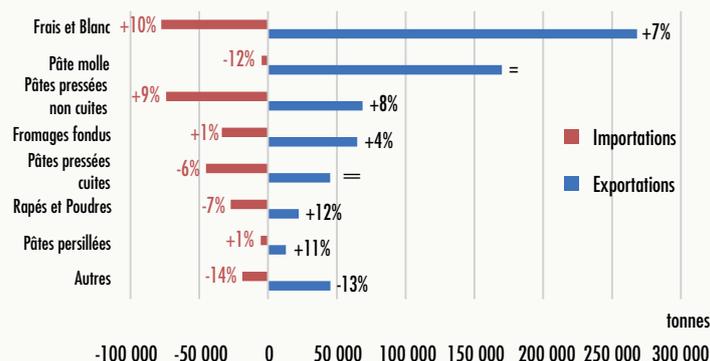
Les fabrications de pâtes molles, type camembert et brie, sont restées stables. Elles oscillent depuis quelques années entre 430 000 et 435 000 tonnes. La consommation a sensiblement reculé (-3%), d'après le panel IRI-CNIEL et surtout affecté les importations (-12%). Les expéditions se sont maintenues après avoir accusé un léger recul les années précédentes.

ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS EN VALEUR DE FROMAGES SELON LES DESTINATIONS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE FROMAGES FRANÇAIS PAR TYPE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Des fabrications de pâtes pressées contrastées

Ramenée à 369 000 tonnes, la production de fromages à pâte pressée cuite, type emmental, a enregistré une contre-performance (-2%/2012). Malgré tout, les fabricants ont puisé dans leurs stocks pour satisfaire leurs clients. D'un côté, ils ont maintenu leurs exportations à près de 45 000 tonnes. De l'autre, ils ont vendu davantage sur le marché intérieur, moins approvisionné par les importations (-6%) alors même que les achats des ménages ont progressé de 2% selon le panel IRI-CNIEL.

En revanche, les fabrications de pâtes pressées non cuites, type gouda, edam ou cheddar, ont progressé de 6%, à près de 252 000 tonnes, tirées par la demande à l'export (+8%) et par une consommation nationale dynamique (+2,5%).

Forte progression des fromages destinés à l'exportation

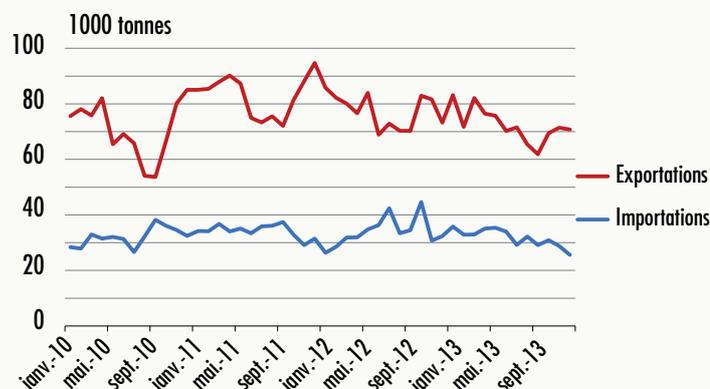
Les fabrications de fromages fondus ou de pâte filée, majoritairement exportées, ont progressé respectivement de 7% et de 9%. Les fabrications de pâtes persillées ont stagné mais les envois ont poursuivi leur progression à près de 13 000 tonnes (+11%).

Une demande dynamique de l'UE et des pays tiers

Après 3 milliards d'euros, les exportations de fromages, 44% des exportations totales, ont progressé de 4% en 2013. La France a accru de 3% ses ventes vers les autres pays européens qui représentent près de 78% de la valeur des exportations de fromages français. Elles ont surtout progressé vers l'Allemagne, principal acheteur, la Belgique et le Royaume-Uni.

Les exportations vers les pays tiers ont progressé de 53 millions d'euros (+9%). Si le Japon et la Suisse ont diminué leurs achats, les envois ont explosé vers les Etats-Unis (+13%), la Russie (+29%) et les autres pays tiers. La Chine a augmenté ses achats en valeur de près de 50%, même si les volumes restent faibles.

ÉCHANGES EXTÉRIEURS DE LA FRANCE EN LAITS LIQUIDES

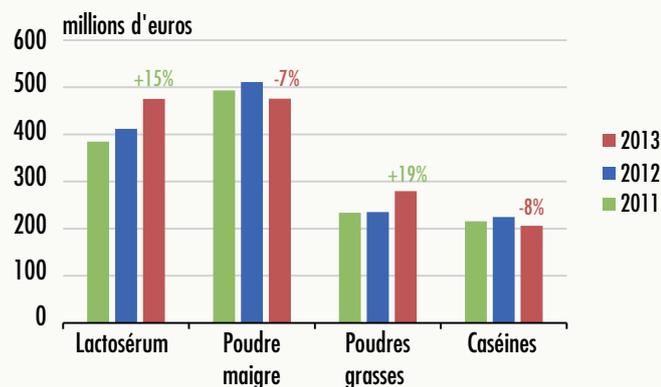


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Des échanges de lait liquide en diminution, sauf vers l'Asie

A 870 000 tonnes, les exportations de laits liquides, vrac et conditionnés confondus, ont chuté de 6% en 2013. Le retard de collecte sur le premier semestre et le bon niveau des cours mondiaux ont davantage incité les transformateurs à privilégier la commercialisation des produits les mieux valorisés, fromages tout d'abord, poudres et ingrédients laitiers ensuite. 90% des laits liquides exportés sont expédiés dans l'UE, notamment vers l'Italie et l'Espagne. Les 10% restant sont expédiés vers les pays tiers, principalement sous forme de laits conditionnés. Ces expéditions ont fortement progressé (+12%) grâce notamment à l'explosion de la demande chinoise. Les envois vers cette destination ont plus que doublé en 2013, à près de 16 000 tonnes. Les importations françaises ont quant à elles chuté de 6% à 48 000 tonnes.

ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS FRANÇAISES D'INGRÉDIENTS SECS EN VALEUR



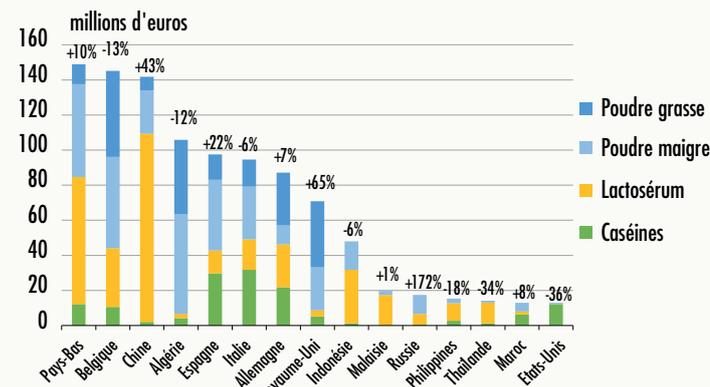
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Progression du chiffre d'affaires des ingrédients secs

A plus d'1,4 milliard d'euros, la valeur totale des expéditions d'ingrédients secs s'est appréciée de 4% grâce à l'envolée des prix sur les marchés mondiaux. Le manque de lait sur le premier semestre a cependant limité fortement les volumes expédiés. Seules les exportations de poudre de lactosérum ont progressé en volume et bondi en valeur (+15%).

Les ventes de poudres grasses ont également progressé (+19%) en valeur, mais ont baissé en volume. En revanche, du fait des disponibilités limitantes, la dynamique des envois de poudres maigres s'est inversée malgré une hausse de près de 29% de leurs cours. Les envois de caséines ont également réalisé une contre-performance. S'ils ont progressé en valeur vers l'UE (+3%), les flux vers les pays tiers ont chuté de près de 22%. Les États-Unis, premier acheteur de caséines françaises, ont notamment réduit leurs achats de 39% d'une année sur l'autre.

EXPORTATIONS DE PRODUITS LAITIERS SECS EN 2013 EN VALEUR ET ÉVOLUTION PAR RAPPORT À 2012



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Explosion des envois vers la Chine

Les exportations d'ingrédients laitiers secs sont concentrées sur un nombre réduit de pays. En 2013, les dix premiers clients ont réalisé 58% des achats de caséines, 68% de lactosérum et respectivement 65% et 75% de ceux de poudres maigre et grasse. Vers les pays tiers, 50% des expéditions, les envois français ont progressé modérément, de 3% en valeur. Ils ont en revanche explosé vers la Chine qui enregistre une hausse de ses achats de 43% et devient le troisième acheteur de produits secs français ! Multipliés par 5 depuis 2005, ces envois sont très certainement sous-évalués du fait des flux qui transitent via les Pays-Bas et la Belgique. Les expéditions vers ces deux pays représentent près de 20% du total. La progression des envois vers les Pays-Bas a été spectaculaire en 2013 (+10%) à près de 190 millions d'euros. Les envois vers les autres états membres se sont orientés à la hausse (+4%) du fait du prix des ingrédients laitiers.

7

LES PRÉVISIONS 2014

Production laitière européenne dynamisée

Relancée depuis l'automne 2013, la production laitière européenne s'annonce très dynamique en 2014, grâce à des cheptels étoffés et un prix du lait stimulant. Sauf imprévu, les marchés des produits laitiers demeureront fermes au moins jusqu'à l'automne prochain.



EUROPE 2014

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ EUROPÉEN EN LAIT DE VACHE

	2011	2012	2013*	2014**	2014/13 (%)
Vaches laitières en décembre (millions de têtes)	23,0	23,2	23,5	23,6	+0,6%
Approvisionnement (millions de tonnes équivalent lait)					
Production laitière	154	156	156	159	+2%
Collecte laitière	138	140	141	144	+2,5%
Variation de stock	-1	-1			
Importations	2	2	1	1	=
Exportations	16	17	16	18	+14%
Utilisation européenne	141	141	142	142	=
Fabrications (1 000 tonnes de produits)					
Fromages	9 366	9 465	9 560	9 800	+3%
Beurre	2 080	2 105	2 126	2 200	+3%
Poudres de lait	1 970	1 945	1 924	2 100	+9%
Poudre de lactosérum	1 920	2 000	2 000	2 050	+2%

* Estimations

** Prévisions

Hausse du cheptel et des rendements laitiers

Amorcée en 2011, la croissance du cheptel laitier européen se poursuivra, pour le moins au même rythme annuel (+1%) qu'en 2012 et 2013, d'après les effectifs de génisses de un à deux ans recensés dans la plupart des pays. Combinée à une hausse tendancielle, de 1,5 à 2% l'an, de son rendement moyen, la collecte laitière européenne progressera logiquement de 2 à 3% en 2014. L'essentiel de la production supplémentaire se fera dans les grands pays laitiers.

En France, la collecte pourrait bondir de 1 million de tonnes de lait ou +4% /2012, d'après nos estimations, si les transformateurs laitiers, notamment privés, ne brident pas la capacité productive de leurs livreurs. A un tel rythme, la France pourrait finalement réaliser sa référence nationale à l'issue de la prochaine campagne 2014/15. Autrement dit être au quota à la veille de leur disparition.

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat, ZMB et prévisions propres

Bond de la production en Europe du Nord et de l'Ouest

Dans les pays laitiers d'Europe du Nord, les pénalités laitières ne sont plus dissuasives face à un prix du lait à la production qui caracole entre 400 et 450 €/tonne. Avec des cheptels plus étoffés, la production peut croître encore de +4% aux Pays-Bas (+500 000 tonnes), de +2 à +3% en Allemagne (+600 à +900 000 tonnes), de +2% au Danemark (+100 000 tonnes) et en Pologne (+200 000 tonnes).

L'évolution est plus incertaine en Irlande, malgré la soif de croissance de ses éleveurs, en raison de la grande sensibilité des systèmes d'élevage aux aléas climatiques, de même qu'au Royaume-Uni. En somme ces sept pays, qui réalisent 70% de la collecte européenne, peuvent à eux seuls réaliser 90% de la croissance européenne. La production laitière se réveille aussi en Europe du Sud où le « *feed ratio* », prix du lait sur celui des aliments concentrés, est redevenu stimulant.

Des suppléments de collecte surtout exportés

Le supplément de collecte sera, comme les années précédentes, surtout transformé en fromages et en ingrédients laitiers, dont la part respective dépendra de l'évolution des marchés et de la demande internationale. La consommation européenne progressera modestement, au moins au rythme de la démographique, avec des produits laitiers plutôt chers dans un contexte de croissance économique toujours faible. Ce sont au mieux l'équivalent de 500 000 tonnes de lait supplémentaires qui seront consommées sur le marché européen.

L'essentiel -85% - de la collecte supplémentaire sera donc écoulé vers les pays tiers, sous forme de fromages ingrédients et de poudre de lactosérum et secondairement de poudres de lait, dont la part respective dépendra de l'évolution des cours mondiaux. Ceux-ci devraient se maintenir, sauf aléas imprévisibles, jusqu'à l'automne. Ils dépendront ensuite du rythme de reprise de la production néo-zélandaise et de l'ampleur de la demande des pays importateurs.

L'Union européenne présente un avantage compétitif indéniable dans les fromages ingrédients d'autant plus que la demande internationale est tirée par le succès des pizzas et des hamburgers dans les pays émergents. De plus, la très bonne valorisation de la poudre de lactosérum est aussi un atout.

Elle est aussi compétitive sur le marché de la poudre maigre grâce à la bonne valorisation sur le marché européen et à la fermeté de la demande en matière grasse laitière (beurre et crème). En revanche, elle doit affronter la compétition féroce des fabrications néozélandaises de poudres grasses.

SÉLECTION DE PARUTIONS RÉCENTES DES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE (GEB)

Dossier annuel Bovins viande 2013
Perspectives 2014. N° 442 - Janvier 2014

L'élevage d'herbivores au Recensement agricole 2010
Cheptels, Exploitations, Productions.
n° 440-441 - Novembre/Décembre 2013

Quel avenir pour l'engraissement en Italie ?
n° 439 - Octobre 2013

Bergers demain : La filière ovine laitière française s'interroge sur son avenir.
n° 438 - Septembre 2013

Les filières viandes bovine et ovine en Espagne.
À la recherche d'un nouveau souffle.
n° 437 - Juillet-Août 2013

L'élevage irlandais et ses filières.
Quel paysage à l'horizon 2020 ?
n° 436 - Juin 2013

Marchés mondiaux des produits laitiers en 2012.
Expansion mouvementée.
n° 435 - Mai 2013

Le marché mondial de la viande bovine en 2012.
L'appétit de bœuf se creuse en Asie... comblé par l'Inde qui talonne le Brésil.
n° 430 - Décembre 2012

La filière veau de boucherie.
Un potentiel à maintenir.
n° 429 - Novembre 2012

Les modèles laitiers du nord de l'Union européenne à l'épreuve de la volatilité.
n° 428 - Octobre 2012

La production de viande bovine au Brésil.
Le zébu est-il toujours conquérant ?
n° 427 - Septembre 2012

Les Allemagnes laitières.
Voies divergentes et avenir contrastés.
n° 426 - Juillet-Août 2012

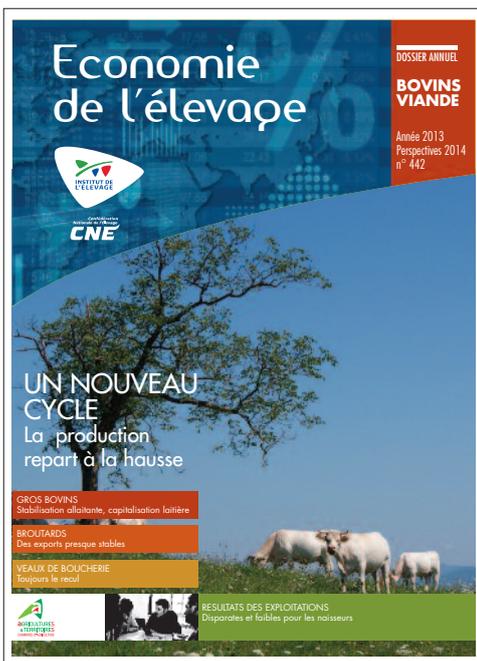
La filière viande au Canada.
Toujours très dépendante des USA.
n° 425 - Juin 2012

DOSSIER ANNUEL

BOVINS LAIT

Année 2013
Perspectives 2014
n°443 - Février 2014

Economie de l'élevage



DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE (GEB)

Les Dossiers Economie de l'Elevage vous proposent tous les mois une analyse sur les filières bovines, ovines et caprines.

Retrouvez-les sur : <http://www.idele.fr>